

Hinblick auf die gegenwärtige veränderte Lage, im Hinblick auf die kommende Diskussion über die Bundesfinanzvorlage verstehen, dass man Rechnungsüberschüsse, die aus abgelieferten direkten und indirekten Steuergeldern stammen, ins Ausland ableitet? Diese Steuern sind doch seinerzeit von seinem Einkommen abgezweigt worden. Wird er es verstehen in einem Zeitpunkt, da der Wirtschaft notwendige Hypothekar- und Betriebskredite vielleicht erschwert oder verteuert werden müssen?

Ich möchte aus diesen Ausführungen die Folgerung ziehen, dass ein solches Darlehen an die Weltbank nur dann verantwortbar ist, wenn der Bundesrat die durch den Vorsteher des Eidgenössischen Finanzdepartementes heute erwähnten Massnahmen derart durchzuführen gewillt ist, dass er sich bereit erklärt, die Lage auf dem schweizerischen Kapitalmarkt laufend einer sorgfältigen Prüfung zu unterziehen. Ferner ist die generell restriktiv wirkende Sterilisierungspolitik des Bundes und der Nationalbank durch gezielte Massnahmen derart zu verfeinern und zu lockern, dass trotz der Dämpfung des unerwünschten Konjunkturauftriebes die notwendige Anpassung an die differenzierten Bedürfnisse der Wirtschaft erfolgen kann. Und endlich dürfen die restriktiven Massnahmen des Bundes keine neuen Teuerungsauftriebe schaffen.

Ohne formelle Zusicherung des Bundesrates in dieser Beziehung dürfte es uns schwerfallen, die Zustimmung zu diesem Darlehen an die Weltbank zu geben. Auf alle Fälle möchte ich mir die persönliche Entscheidung noch vorbehalten.

Präsident: Es sind noch fünf Redner eingeschrieben. Dazu werden die Herren Referenten und der Bundesrat noch sprechen. Ich betrachte die Rednerliste als abgeschlossen.

In Verbindung mit diesem Geschäft möchte ich noch eine Mitteilung machen. Herr Bundesrat Streuli hat darauf hingewiesen, dass er mit seinen Ausführungen zum Kapitalmarkt auch die Kleine Anfrage Steinmann betreffend Hypothekarzinsen beantwortet habe.

*Hier wird die Beratung abgebrochen
Ici, le débat est interrompu*

Vormittagssitzung vom 12. Dezember 1956

Séance du 12 décembre 1956, matin

Vorsitz – Présidence: Herr *Condrau*

**7308. Interpellation der Kommission
für auswärtige Angelegenheiten.
Internationale Lage**

**Interpellation de la commission des affaires
étrangères. Situation internationale**

**Wortlaut der Interpellation*

Der Bundesrat wird eingeladen, der Bundesversammlung seine Ansicht über die gegenwärtige internationale Lage mitzuteilen und ihr über die

getroffenen und die noch beabsichtigten Massnahmen auf dem Gebiet der Aussenpolitik sowie über die übernommenen Aufträge im Zusammenhang mit den politischen Ereignissen der letzten Monate Auskunft zu erteilen.

Texte de l'interpellation

Le Conseil fédéral est invité à exposer devant l'Assemblée fédérale ses vues sur la situation internationale actuelle et à la renseigner sur les mesures qu'il a prises et qu'il aurait encore l'intention de prendre dans le domaine des affaires étrangères, ainsi que sur les mandats qu'il a acceptés en relation avec les événements politiques de ces derniers mois.

Präsident: Ich möchte Ihnen zwei Anregungen machen:

1. die Verhandlungen in das „Stenographische Bulletin“ aufzunehmen,
2. die Diskussion im Anschluss an das Votum von Herrn Bundesrat Petitpierre zu eröffnen.

Die Kommission für auswärtige Angelegenheiten ist der Auffassung, dass der Interpellant, das heisst der Beauftragte der Kommission, Herr Bretscher, in erster Linie kurz eine Begründung der Interpellation gibt und hernach als erster Votant noch einige Ausführungen namens der Kommission macht.

Für diese Diskussion, die auf zehn Minuten beschränkt wäre, möchte ich Ihnen die Anregung machen, dem Redner gegenüber etwas loyal zu sein, sofern er die Redezeit, die in diesem Falle etwas beschränkt ist, ein wenig überschreitet.

Zustimmung – Adhésion

Bretscher, Berichterstatter: Ihre Kommission für auswärtige Angelegenheiten hat im Einverständnis mit der Konferenz der Fraktionspräsidenten eine Interpellation eingereicht, die den Bundesrat einlädt, der Bundesversammlung seine Ansicht über die gegenwärtige internationale Lage mitzuteilen und ihr über die getroffenen und die noch beabsichtigten Massnahmen auf dem Gebiete der Aussenpolitik sowie über die übernommenen Aufträge im Zusammenhang mit den politischen Ereignissen der letzten Monate Auskunft zu erteilen.

Die Begründung dieser Interpellation ergibt sich ohne weiteres aus dem ausserordentlichen Charakter der Ereignisse, deren Zeugen wir in der jüngsten Zeit gewesen sind, und aus den ebenso ausserordentlichen Massnahmen, Schritten und Kundgebungen, zu denen sich der Bundesrat veranlasst gesehen hat.

Zugleich erscheint es gegeben, dass die eidgenössischen Räte das Bedürfnis empfinden, nicht nur eine Erklärung des Bundesrates entgegenzunehmen, sondern auch selbst in einer Aussprache Stellung zu den Ereignissen und zu den durch sie aufgeworfenen Fragen zu nehmen.

Ich darf mich für den Augenblick mit diesen Feststellungen begnügen und werde später die Gelegenheit wahrnehmen, in der an die Erklärung des Bundesrates anschliessenden Diskussion einige Ausführungen über die Stellungnahme Ihrer Kommission für auswärtige Angelegenheiten zu machen.

M. Petitpierre, conseiller fédéral: Il y a quelques mois encore, rien ne permettait de prévoir que la situation internationale s'aggraverait soudain et que des événements aussi tragiques que ceux auxquels nous assistons depuis quelques semaines allaient se produire.

On ne se faisait guère d'illusions sur la détente et la coexistence pacifique. On savait qu'elles n'engendreraient pas des miracles, que la coexistence n'était en réalité que la reconnaissance d'un fait: le fait qu'il y a dans le monde des pays soumis à des régimes politiques et économiques différents et qu'ils doivent, bon gré mal gré, accepter de vivre à côté les uns des autres, sans se faire la guerre pour chercher à s'imposer mutuellement le système politique qui les régit. Nous savions, en particulier par les déclarations très nettes faites à différentes reprises par le premier secrétaire du Parti communiste de l'U.R.S.S., quel sens et quelle portée l'U.R.S.S. entendait donner à la coexistence, qui n'implique pas de sa part une renonciation aux buts que sa politique poursuit: la destruction de ce que les communistes appellent encore le capitalisme mais en réalité c'est la démocratie libérale et sociale, devenue le régime de la plupart des pays occidentaux, qu'ils visent. La détente et la coexistence n'ont malheureusement jamais signifié qu'une collaboration confiante et constructive allait s'instituer entre les Etats en vue de résoudre en commun et suivant des principes objectifs, les grands problèmes qui les divisent et qui menacent la paix et de mettre d'une manière désintéressée au service de toute l'humanité – et en particulier des pays sous-développés – les progrès réalisés par la science et la technique et les richesses naturelles dont le monde dispose en abondance. Néanmoins, à longue échéance on pouvait espérer que grâce à la détente une amélioration des relations internationales se produirait dans une atmosphère qui ne serait plus celle de la guerre froide et que les risques de guerre seraient peu à peu écartés.

Sans doute de graves conflits restaient en suspens. En Afrique du Nord, le problème d'Algérie n'était pas réglé. Dans le Proche-Orient, l'opposition irréductible entre les pays arabes et l'Etat d'Israël subsistait. Dans toute l'Asie et en Afrique, une lutte d'influence s'était ouverte entre le monde occidental et le monde communiste.

Au mois de juillet, la nationalisation de la Compagnie du canal de Suez par le Gouvernement égyptien avait provoqué une alerte mais des négociations étaient en cours pour trouver une solution qui, tout en respectant la souveraineté de l'Egypte, assurât, par un accord international, la liberté de navigation dans le canal pour les flottes de tous les pays.

On savait aussi que le rapport secret du premier secrétaire au XX^e congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S. et la répudiation formelle du régime de terreur institué par Staline provoquaient des remous et éveillaient des espoirs dans les pays qui avaient subi ce régime.

On pouvait penser cependant que la lutte idéologique se poursuivrait en Asie et en Europe sur le plan politique et diplomatique sans recours aux armes.

Or, presque en même temps – et sans qu'il y eût de liens directs entre eux – deux foyers de guerre se sont allumés, l'un dans le Proche-Orient, l'autre en Europe orientale.

Il n'y a pas de commune mesure entre ce qui s'est passé dans le Proche-Orient et les événements de Hongrie.

Dans le Proche-Orient, deux problèmes distincts ont provoqué les hostilités. L'un remonte à la fondation de l'Etat d'Israël, dont les pays arabes ont toujours contesté l'existence, l'autre est né de la nationalisation de la Compagnie du canal de Suez par le Gouvernement égyptien. Mais le conflit se complique d'autres aspects, dont l'un est l'appui matériel donné par le Gouvernement égyptien aux Algériens qui se sont révoltés contre la France en Afrique du Nord. Dans l'affaire de Suez, il y a une série de causes et d'effets qui se sont enchaînés depuis le moment où le Gouvernement égyptien, ayant obtenu de la Grande-Bretagne qu'elle évacue la zone du canal, s'est tourné vers l'U.R.S.S. pour obtenir d'elle le matériel de guerre qui lui était refusé par les puissances occidentales – comme d'ailleurs à Israël – afin de maintenir un équilibre entre Israël et les pays arabes et éviter une reprise des hostilités entre eux. Ce refus de livrer des armes à l'Egypte, qui résultait d'un accord conclu en 1950 entre les U.S.A., la France et la Grande-Bretagne, ne liait pas l'U.R.S.S. La politique de l'Egypte tendant à s'appuyer plutôt sur les Etats communistes que sur les pays occidentaux provoqua la décision du Gouvernement américain de refuser de contribuer financièrement à la construction du barrage d'Assouan. Le Gouvernement égyptien riposta en nationalisant la Compagnie du canal de Suez, mesure juridique sans doute mais surtout acte politique, qui fut considéré par les puissances occidentales comme un défi et, sur le plan technique, comme compromettant la libre navigation dans le canal, garantie par le traité de Constantinople de 1888. Ce traité n'avait pas été respecté par l'Egypte dans la mesure où elle s'était opposée, au cours de ces dernières années, au passage de navires israéliens, malgré une résolution adoptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies en date du 1^{er} septembre 1951.

Par ailleurs, l'Etat Israël s'estimait menacé par la politique de ses voisins, qui n'avaient jamais voulu reconnaître la légitimité de son existence et avaient conclu une alliance qui groupait l'Egypte, la Jordanie et la Syrie et à laquelle étaient encore associés, selon d'autres modalités, l'Arabie séoudite et le Yemen.

L'attaque d'Israël contre l'Egypte, comme l'expédition militaire franco-britannique s'insèrent donc dans une évolution politique complexe. Ni dans l'un ni dans l'autre cas il ne s'est agi de conflits de caractère colonialiste, puisque l'Egypte comme Israël sont des Etats souverains et que la question du canal de Suez paraissait avoir été définitivement réglée, d'une part, par le traité anglo-égyptien de 1954 et, d'autre part, en ce sens qu'en 1968 la concession accordée à la compagnie expirait et que l'Egypte, sous réserve des obligations qui lui étaient imposées par le Traité de Constantinople, devait reprendre l'entière disposition du canal. Toutefois il n'y a pas de doute que les ultimatums

français et britannique du 30 octobre, suivis d'une intervention militaire, rappelaient à l'ensemble des Etats qui avaient été soumis à une domination coloniale des méthodes appartenant à un passé révolu. Tous ces Etats ont donc pris parti pour l'Egypte contre ce qu'ils considéraient comme un retour au colonialisme.

L'action militaire franco-britannique, engagée en dehors des Nations Unies, sans que les U.S.A. et les autres pays alliés à la France et à la Grande-Bretagne aient été consultés, a fait l'objet de quatre résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies, dont les deux premières, des 2 et 4 novembre, demandaient en particulier la fin des hostilités et le retrait des troupes israéliennes. Ces résolutions, votées à de très fortes majorités, dont les U.S.A. et d'autres pays alliés à la France et à la Grande-Bretagne faisaient partie, impliquaient une désapprobation sans réserve de l'attaque d'Israël contre l'Egypte et de l'intervention militaire franco-britannique dans la zone du canal de Suez. Ces actions militaires étaient contraires aux dispositions de la Charte des Nations Unies, qui prescrivent aux membres de celles-ci de s'abstenir, dans leurs relations internationales, de recourir à l'emploi de la force.

Les résolutions votées par l'Assemblée générale des Nations Unies restèrent sans effet immédiat et les opérations militaires se poursuivirent jusqu'au 6 novembre. Ce n'est que dans l'après-midi de cette journée dramatique que le cessez-le-feu fut ordonné. Par cette mesure, prise après des interventions et des pressions de la part des U.S.A. et de l'U.R.S.S. — en Angleterre aussi d'une partie de l'opinion publique —, Paris et Londres s'inclinaient devant les décisions des Nations Unies.

Il semble bien que la guerre est terminée dans le Proche-Orient, puisque les troupes israéliennes et franco-britanniques se retirent et sont remplacées par une force de police internationale acceptée par l'Egypte. Mais, sur d'autres points du Proche-Orient, de nouvelles menaces se dessinent. Une forte tension s'est produite entre l'Irak et la Syrie. Il est difficile de faire des pronostics. Pour le moment, il y a une accalmie mais on ne peut guère évaluer les chances d'une stabilisation définitive.

Les événements qui se déroulent en Hongrie depuis le 23 octobre mais surtout depuis le début de novembre, ont offert et offrent encore aujourd'hui au monde un spectacle affreux et bouleversant. Dix ou douze ans après la plus meurtrière des guerres, quelques mois seulement après la révélation et la condamnation par la plus haute autorité de son propre parti des actes inhumains commis sous le règne de Staline, il semblait que certaines choses étaient devenues impossibles, des choses qui sont inconciliables avec les proclamations répétées sur les principes qui doivent inspirer les relations entre les pays: respect de leur intégrité territoriale et de leur souveraineté, non-intervention dans leurs affaires intérieures, non-agression. Ce sont pourtant ces choses-là dont nous sommes les témoins impuissants. Nous avons assisté et nous assistons encore aujourd'hui à la destruction et à l'asservissement réalisé froidement et par tous les moyens: les armes, les enlèvements, les déportations, d'un peuple dont le seul crime est d'avoir voulu recouvrer son indépen-

dance, se donner le gouvernement qu'il avait choisi, organiser sa vie nationale comme il l'entendait et fixer lui-même son destin. Le peuple suisse et ses autorités ont éprouvé une douleur profonde quand, le dimanche 4 novembre, ils ont appris qu'à l'aube une attaque militaire, méthodiquement préparée, avait été déclenchée sur tout le territoire de la Hongrie. Il n'y a pas un Suisse digne de ce nom qui n'ait ressenti avec émotion que quelque chose était en train de s'accomplir qui était une offense à l'humanité et qui détruirait pour longtemps toute confiance dans un avenir meilleur pour les hommes et les peuples. Ce sentiment s'accompagnait de l'admiration et du respect qu'inspire l'héroïsme d'une population qui sacrifie tout ce qu'elle a, même sa vie, dans une lutte inégale et sans merci pour un idéal auquel rien n'a pu la faire renoncer. Tous les hommes libres se sentent atteints par les coups portés au peuple hongrois.

Je ne veux pas m'étendre ici sur les réactions que ces événements ont provoquées dans le monde entier. L'Assemblée générale des Nations Unies s'est prononcée à leur égard en votant à une forte majorité des résolutions: le 4 novembre pour demander au Gouvernement soviétique de cesser son intervention et de retirer ses forces armées, le 9 novembre pour que des élections libres aient lieu en Hongrie et le 22 novembre pour la cessation immédiate des déportations et pour l'envoi d'observateurs. Deux nouvelles résolutions, déposées il y a quelques jours et poursuivant les mêmes objectifs de manière plus pressante, sont encore en discussion devant l'Assemblée générale. Jusqu'à présent, aucune de ces résolutions n'a été suivie d'effets, contrairement à celles qui furent votées sur les affaires du Proche-Orient.

Quelles sont les conclusions à tirer de ce qui s'est passé dans le Proche-Orient et en Hongrie?

Sur le Proche-Orient, les avis sont contradictoires. Les Gouvernements français et britannique estiment que leur intervention, rendue nécessaire par la politique du chef du Gouvernement égyptien et la guerre entre l'Egypte et Israël, et que la découverte de vastes dépôts d'armes soviétiques constitués par l'Egypte, ont prévenu une guerre plus générale. Pourtant, même si l'on admet que les succès militaires remportés par les Israéliens dans la presqu'île du Sinaï ont écarté pour un temps le risque d'une reprise des hostilités, aucun problème n'a été résolu, ni celui du canal de Suez, ni celui d'Israël. Mais surtout les adversaires de l'intervention franco-britannique estiment que celle-ci risque de compromettre pour longtemps les relations entre la France et la Grande-Bretagne, d'une part, et le monde arabe et musulman, d'autre part. Cette intervention ne peut qu'attiser les passions antioccidentales et antieuropéennes des peuples qui ont recouvré récemment leur indépendance. Elle a détruit au détriment de l'Occident européen l'équilibre précaire qui s'était établi dans le Proche-Orient et contribuera à faire de plus en plus de cette région un champ ouvert à la lutte d'influences de deux grandes puissances: les U.S.A. et l'U.R.S.S., l'Europe étant plus ou moins éliminée.

Il est sans doute encore temps d'essayer de réparer de part et d'autre, les erreurs qui ont été commises, en prenant conscience des intérêts communs qui lient l'Europe et l'Asie, la chrétienté et l'Islam,

sur le plan spirituel et dans le domaine économique. Par le moyen de l'aide aux pays sous-développés organisée sur un plan d'égalité politique absolue, sans arrière-pensée politique ou militaire, il sera peut-être possible de retrouver le chemin d'une collaboration fructueuse et nécessaire.

L'affaire de Suez aurait pu aussi compromettre gravement les relations entre les puissances occidentales. Le retrait des troupes et leur remplacement par une force de police internationale, l'application des résolutions votées par les Nations Unies et la menace dont les événements de Hongrie ont rappelé la réalité à un monde occidental désuni permettent de penser que le risque d'une rupture du front constitué par les Etats-Unis et ses alliés occidentaux est écarté.

Quant aux conséquences des événements de Hongrie, elles ne sont pas toutes prévisibles aujourd'hui. On peut cependant essayer d'en tirer quelques-unes déjà maintenant.

Ces événements marquent un tournant dans la lutte idéologique qui oppose depuis près de 40 ans le monde communiste au monde non communiste. Ils confirment ce que les émeutes de Berlin du 17 juin 1953, celles de Poznan du 28 juin 1956, les événements de Pologne en septembre de cette année avaient déjà démontré: la faiblesse d'une doctrine politique et économique qui affirme être la seule vraie et qui prétend à l'universalité. L'insurrection hongroise prouve que, pour les pays qui ont connu la démocratie, même une démocratie imparfaite, qui ont été indépendants et libres, le communisme est un régime contre nature, incapable de tenir ses promesses, pas plus dans l'ordre politique qu'économique, un régime qui ne peut subsister par lui-même mais qui survit par la contrainte grâce à la présence ou à l'intervention de forces militaires étrangères. Pourtant on sait par quelles méthodes en dix ans avaient été éliminés en Hongrie tous ceux qui étaient considérés comme des adversaires du nouveau régime: noblesse, bourgeoisie, propriétaires, paysans, commerçants libres. Ce ne sont pas ceux-là qui se sont révoltés; ils ont disparu. C'est le peuple, les ouvriers, les intellectuels, la jeunesse qu'on avait endoctrinée, dont on pensait que, n'ayant pas connu un autre régime, elle serait plus adaptable, plus assimilable. Quand un régime qui prétend être au service exclusif du prolétariat est obligé, pour se maintenir, de mitrailler, d'arrêter et d'emprisonner ou de déporter les ouvriers, il signe lui-même sa propre condamnation.

Les événements de Hongrie démontrent qu'on ne peut pas établir la justice par les moyens de l'injustice, qu'on ne peut pas instaurer la paix par les méthodes de la violence, qu'on n'améliore pas la condition humaine en réduisant l'homme en servitude. La grande leçon à tirer de la tragédie hongroise, c'est qu'il y a dans le cœur des hommes et dans l'âme des peuples des forces indomptables, contre lesquelles la plus puissante armée ne peut rien. On peut s'emparer des corps, on peut supprimer ceux qui luttent pour leur liberté mais l'amour de la liberté reste indestructible.

Les événements de Hongrie mettent fin sans doute pour longtemps à la détente. Ils creusent encore et élargissent l'abîme qui existe entre des Etats et des gouvernements qui, non seulement ont

des régimes politiques et économiques différents mais encore sont séparés par les conceptions fondamentales qu'ils ont sur l'homme, sur son essence, sur sa dignité, sur les libertés qui doivent lui être garanties, enfin sur ce que doivent être les relations entre les peuples. On doit souhaiter ardemment que ceux qui ont assumé la responsabilité de ce qui se passe en Hongrie ouvrent les yeux sur la réalité et reconnaissent que la seule organisation politique valable et susceptible d'assurer la paix est celle qui permettrait à chaque pays et à chaque peuple de disposer de soi-même et de se donner les institutions qui répondent à ses aspirations, à son histoire, à son destin.

En définitive, ce qui caractérise la situation actuelle, c'est qu'il n'y a pas de politique véritablement internationale, c'est-à-dire une politique qui poursuive des buts communs. Cette politique est pourtant inscrite dans la Charte des Nations Unies: il suffirait d'appliquer ses principes qui sont clairement énoncés, pour que les conflits s'atténuent et peut-être à la longue se résolvent. Au lieu de cela, non seulement de grandes puissances mais aussi de petits Etats, continuent à poursuivre leurs objectifs propres, sans tenir compte des expériences de l'histoire, de leurs intérêts réels, du danger qu'ils créent pour la paix et pour l'humanité.

Au fond, malgré les désastres que son emploi a causés, pour ceux qui gagnent les guerres comme pour ceux qui les perdent, la force reste trop souvent le seul critère appliqué pour résoudre les conflits, par certaines des puissances qui la détiennent réellement comme par les gouvernements de petits Etats qui spéculent sur l'aide que de plus puissants sont disposés à leur accorder. La valeur des arguments se mesure à la crainte qu'on inspire ou qu'on éprouve. Et pourtant jamais les possibilités d'un avenir heureux ne seraient si largement ouvertes à l'humanité. L'homme et les gouvernements sont restés en retard sur la science et sur la technique qu'ils ont créée et développée. Comme si la politique échappait à la raison et à l'intelligence pour ne plus être inspirée que par des passions, dont l'histoire enseigne pourtant à quels résultats mène leur action.

Les Nations Unies auraient pu être le lieu où une politique internationale enfin raisonnable et humaine, pouvait s'élaborer. Dans le conflit du Proche-Orient, elles ont joué un rôle efficace, en imposant le cessez-le-feu et en organisant une force de police internationale. En Hongrie, par contre, jusqu'à présent elles n'ont pas atteint de résultat effectif. Les résolutions votées par l'Assemblée générale sont restées lettre morte. Les événements jusqu'ici se sont déroulés comme si les Nations Unies n'existaient pas.

De vives critiques ont été émises contre elles. On leur reproche leur impuissance. Mais les auteurs de ces critiques perdent de vue que cette impuissance tient moins aux Nations Unies elles-mêmes, dont la majorité des membres respectent les principes de la Charte, et à leur organisation qu'au fait que des Etats membres continuent à faire leur politique en dehors d'elles, ne se servent d'elles que comme d'un instrument qui doit leur permettre de réaliser mieux leurs desseins particuliers et méconnaissent les décisions qu'elles prennent.

Je crois que nous ne devons pas hésiter à reconnaître qu'une fois de plus, au cours de ces dernières semaines, le secrétaire général des Nations Unies a mis au service de la paix toute son énergie. Il ne pouvait faire plus que les résolutions votées par l'Assemblée générale ne le lui permettaient. Il a joué un rôle décisif dans la cessation des hostilités dans le Proche-Orient et ce n'est pas son fait s'il n'a pas pu agir en Hongrie d'une manière efficace.

Vous nous avez demandé quelles étaient nos vues sur la situation actuelle. J'ai cherché à la décrire objectivement. Le Conseil fédéral estime qu'elle est profondément troublée et qu'il est impossible de faire des prévisions. Si, dans le Proche-Orient, la guerre a été arrêtée, les problèmes politiques qui l'ont provoquée restent à résoudre. Les éléments d'une négociation qui permettrait d'aboutir à un règlement pacifique de la question du canal de Suez existent. En revanche, le problème d'Israël pourra plus difficilement être résolu, surtout si les grandes puissances ne se mettent pas d'accord, expressément ou tacitement, sinon pour un règlement définitif, tout au moins pour une stabilisation.

En Europe orientale, la situation fait peser une lourde menace sur l'avenir. L'évolution qui s'était produite en Pologne avant les événements de Hongrie permettait d'espérer que peu à peu les pays de l'Europe orientale seraient en mesure de recouvrer leur autonomie et leur indépendance. En effet, le Gouvernement de Varsovie avait retrouvé, au cours de cet automne, une partie au moins de sa liberté d'action. Il peut déterminer lui-même sa politique interne dans les limites d'un communisme national. En revanche, il est vrai que la politique étrangère polonaise doit rester alignée sur celle du Gouvernement soviétique et il semble implicitement convenu que le Parti communiste polonais ne cherchera pas à faire du prosélytisme en dehors des frontières du pays. Une déclaration commune, intervenue le 18 novembre entre la Pologne et l'U.R.S.S., reconnaît formellement la pleine souveraineté de la Pologne. Les autorités polonaises obtiennent un droit de regard sur les déplacements des troupes soviétiques qui restent stationnées en Pologne. Enfin, une aide économique appréciable est accordée à ce pays. En revanche, le Gouvernement polonais a dû promettre son appui au Gouvernement hongrois dirigé par M. Kadar. La liberté interne recouvrée par la Pologne n'est pas, semble-t-il, seulement théorique. C'est ainsi que la presse et la radio polonaises ont publié des informations très objectives sur les événements de Hongrie et n'ont pas dissimulé où allaient leurs sympathies. On pouvait espérer que ce que les Polonais avaient obtenu marquait le début d'une évolution qui aurait pu se poursuivre dans le sens d'une autonomie de plus en plus grande. Aujourd'hui, on peut douter qu'il en soit ainsi.

Il paraît peu probable aussi qu'une telle évolution puisse se produire dans les autres pays de l'Europe orientale. D'après les informations dont nous disposons, il semble au contraire qu'il y a dans tous ces pays un raidissement. Des arrestations sont opérées. Le nombre des troupes soviétiques qui y sont stationnées s'accroît. On peut donc craindre une accentuation de la contrainte à laquelle tous ces pays ont été soumis dans les années qui ont suivi la

guerre. Une situation inquiétante risque de se créer ainsi. Tant que les pays opprimés n'auront pas retrouvé le statut d'indépendance qu'ils avaient avant la dernière guerre, une source latente de conflit subsistera, avec tous les risques que cela comporte pour la paix. L'avenir reste donc singulièrement sombre.

Vous nous avez demandé encore de vous exposer les mesures que, sur le plan de la politique extérieure, le Conseil fédéral avait prises.

Au début des événements de Hongrie, aussi longtemps que la situation restait confuse, le Conseil fédéral a gardé une attitude réservée et a renoncé à toute prise de position politique. Il a néanmoins encouragé immédiatement tout ce qui s'accomplissait dans notre pays en vue d'une aide humanitaire à la Hongrie.

Mais le matin du dimanche 4 novembre, quand on apprit par la radio que les forces soviétiques qui avaient rassemblé à Budapest et dans tout le pays des troupes et des chars blindés, avaient commencé leur attaque, le Conseil fédéral a estimé qu'il devait sortir de son silence. S'il en avait été besoin, il y aurait été encouragé par les démarches faites auprès de lui par des parlementaires qui estimaient, eux aussi, qu'une prise de position du Conseil fédéral était nécessaire.

C'est pourquoi, le même soir, le Conseil fédéral a publié une déclaration dans laquelle il exprimait ses sentiments et ceux du peuple suisse devant le coup porté à l'indépendance, à la liberté et au droit de libre disposition du peuple hongrois. Il relevait, en outre, que les événements de Hongrie et du Proche-Orient feraient de nombreuses victimes innocentes et menaçaient de détruire les fondements sur lesquels doit reposer une paix réelle. Il formait enfin le vœu que les puissances mettent leur attitude et leurs décisions en accord avec les principes qu'elles proclament, renoncent à poursuivre les actions en cours et consentent immédiatement à cesser les hostilités pour résoudre par des négociations les problèmes qui les divisent.

Nous nous sommes demandé si nous devions aller plus loin et offrir nos services pour l'organisation éventuelle d'une conférence sur le territoire de la Confédération. Un projet de déclaration, que nous avons discuté, le prévoyait, en termes très généraux. Nous y avons renoncé, estimant que, les Nations Unies étant saisies, une offre dans ce sens était prématurée.

Deux jours plus tard, le mardi 6 novembre, les événements s'étaient précipités. La résistance hongroise s'était affirmée et la lutte héroïque menée par les Hongrois paraissait loin d'être terminée. Dans le Proche-Orient, la presque île du Sinaï était occupée par les troupes israéliennes, les troupes françaises et britanniques avançaient dans la zone du canal de Suez. Le gouvernement soviétique avait fait trois démarches dans la nuit du 5 au 6 novembre, l'une du président Boulganine auprès du président Eisenhower pour lui proposer une intervention conjointe des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. à Suez, une autre de M. Chepilov demandant au Conseil de sécurité d'autoriser l'U.R.S.S. et les Etats-Unis à prêter leur aide militaire à l'Egypte, la troisième sous forme d'un message du président Boulganine aux chefs des gouvernements français, britannique et israélien,

message, dans lequel le Gouvernement soviétique se déclarait résolu à mettre fin à l'agression et à rétablir la paix au Moyen-Orient par la force.

La situation, au matin du 6 novembre, était telle qu'on ne pouvait plus écarter la crainte que les événements ne s'engagent dans une voie fatale, ne se précipitent et n'échappent de plus en plus au contrôle et à la volonté des gouvernements. « Pendant vingt-quatre heures, comme l'a écrit un grand journal français, le monde a été aux portes de la guerre générale. » Ce n'est pas la crainte d'une menace immédiate à laquelle la Suisse aurait été exposée qui a fait agir le Conseil fédéral mais le sentiment que peut-être l'irréparable se préparait. Comme l'a dit le lendemain le président de la Confédération devant l'Association de la presse étrangère, « être neutre ne signifie pas accepter passivement tout ce qui peut arriver. La Suisse peut et doit offrir certaines possibilités de rechercher, par la voie de pourparlers, la solution de problèmes internationaux brûlants. » C'est ce qui a engagé le Conseil fédéral à adresser son appel, dont le but était d'ouvrir une dernière voie de négociation si les résolutions votées par l'Assemblée générale des Nations Unies continuaient à être sans effet, d'offrir un moyen de sortir de l'impasse, enfin de créer une chance d'arrêter l'anéantissement de la Hongrie. Il semblait aussi au Conseil fédéral que le peuple suisse attendait de lui quelque chose qui allât plus loin qu'une simple déclaration platonique. Encore aujourd'hui le Conseil fédéral est convaincu que, même si d'emblée les chances de succès de sa démarche paraissaient modestes, cette démarche devait être faite.

Il n'est pas inutile de préciser que la décision de lancer cet appel a été prise unanimement par le Conseil fédéral et que l'idée de l'appel, contrairement à des suppositions faites par quelques journaux étrangers, ne lui a pas été inspirée de l'extérieur.

Il est certain que cet appel a été bien accueilli et approuvé par la grande majorité du peuple suisse. Des voix critiques se sont sans doute élevées, quelques-unes tout de suite, la plupart plus tard, après que la crise dans le Proche-Orient eut été conjurée par l'acceptation du cessez-le-feu intervenu quelques heures après que l'appel eut été lancé.

A l'étranger, les opinions exprimées ont été plus nuancées. Selon les unes, l'appel était utile; selon les autres, il était prématuré ou même inopportun. Il me paraît inutile d'épiloguer longuement sur cette démarche du Conseil fédéral. Pour l'apprécier objectivement, il faut se reporter au moment où elle a été entreprise. Si elle n'a pas eu de suite immédiate, elle a ouvert une possibilité à laquelle on pourra, s'il y a lieu, recourir plus tard.

Au moment où les hostilités allaient commencer en Egypte, le Conseil fédéral fut sollicité d'accepter la représentation des intérêts français en Egypte, en Syrie et en Jordanie et celle des intérêts britanniques en Egypte et en Syrie. Plus tard, le Gouvernement de l'Irak nous demanda de représenter ses intérêts en France et le Gouvernement français, les siens en Irak. L'acceptation de tels mandats est dans la ligne de notre politique traditionnelle. Nous les acceptons, même lorsque leur accomplissement risque de se heurter à des difficultés. Notre acceptation n'implique aucune prise de position dans le litige qui oppose deux belligérants. Elle est d'ailleurs condi-

tionnée par l'agrément que doit nous donner le gouvernement du pays dans lequel il y a des intérêts à défendre.

D'emblée, il est apparu que les conditions dans lesquelles nos agents auraient à accomplir les missions dont nous étions chargés seraient très difficiles. Aussi avons-nous mis sur pied, dans un délai de 24 heures, deux équipes. L'une quitta Berne le soir du 2 novembre et fut transportée dans un avion de la Swissair jusqu'à un aérodrome soudanais, d'où elle réussit à atteindre Le Caire trois jours plus tard. La seconde équipe prit le départ le 4 novembre pour Beyrouth. Les membres de cette équipe furent répartis dans différents postes en Syrie, en Jordanie et en Irak.

Il n'y a pas lieu de s'attarder aux tâches que ces deux missions ont eu à remplir. Les conditions étaient relativement favorables en Syrie, en Jordanie et en Irak, où, malgré la rupture des relations diplomatiques, certains rapports subsistaient avec la France et la Grande-Bretagne.

Le sort des colonies française et britannique en Egypte causa dès le début de vives préoccupations à nos délégués. Dès le 1^{er} novembre, les autorités égyptiennes avaient pris des mesures de séquestre sur les biens français et britanniques en Egypte et des mesures personnelles à l'égard des ressortissants français et anglais. Il me paraît inutile d'entrer dans le détail de ce qui a été fait jusqu'à présent. Je voudrais seulement relever que la tâche qui nous a été confiée est très lourde.

Dans le Proche-Orient, nous avons été sollicités encore sur un autre plan. Le 8 novembre, le secrétaire général des Nations Unies a demandé au Conseil fédéral s'il voyait une objection à ce que des négociations fussent engagées avec la Swissair pour transporter de Naples en Egypte 3800 hommes faisant partie de la force de police internationale instituée par l'Assemblée générale des Nations Unies. Nous avons répondu que nous n'avions pas d'objection à formuler, à condition cependant que le Gouvernement égyptien donnât son consentement à ce transport. La Swissair, de son côté, s'est déclarée prête à se mettre à la disposition des Nations Unies et trois jours plus tard trois appareils de la Swissair étaient à Naples, aptes à prendre le départ. En définitive, pour des raisons d'ordre technique, la Swissair n'a transporté que 1253 soldats, plus des bagages et du matériel. Le secrétaire général des Nations Unies nous a adressé un télégramme dans lequel il exprime sa gratitude au Conseil fédéral et à la Swissair pour cette collaboration. Après que le mandat confié à la Swissair eut été terminé, le Conseil fédéral a pris la décision de faire supporter par la Confédération les frais de transport. Nous avons, en effet, appris que les pays qui avaient mis des contingents à la disposition des Nations Unies équipaient et rémunéraient eux-mêmes ces contingents, nous avons trouvé naturel que la Suisse fit aussi un sacrifice pour le rétablissement de la paix dans le Proche-Orient.

Il va de soi que, tant en Hongrie que dans le Proche-Orient, nous nous sommes préoccupés du sort de nos compatriotes. Conformément à la pratique que nous avons toujours suivie, nous devons laisser à chaque Suisse le soin de décider lui-même s'il veut quitter le pays de sa résidence et rentrer en

Suisse, ou s'il préfère demeurer sur place. Lorsqu'il prend la décision de rentrer, nous nous efforçons de faciliter son voyage. Pour les Suisses qui restent sur place, nous établissons des lettres de protection.

En Hongrie, nous avons organisé, d'entente avec notre légation à Budapest, un service de recherche des personnes. D'après les informations que nous avons reçues jusqu'à présent, il n'y a pas de victimes, ni de blessés parmi les membres de la colonie suisse. Ceux qui ont voulu rentrer ont été rapatriés. Nous avons même pu envoyer un autocar à Budapest qui a ramené au pays 39 compatriotes. Nous avons également envoyé des vivres en Hongrie, qui ont pu être distribués aux membres de notre colonie.

Le Conseil fédéral a aussi estimé d'emblée – et il savait qu'ainsi il interprétait la volonté même du peuple suisse – qu'il devait venir en aide à la population hongroise sur le plan humanitaire. Les souffrances qu'une lutte inégale et cruelle lui infligeait, puis, plus tard, l'exode de réfugiés, exigeaient une action concrète aussi rapide et aussi efficace que possible. Les secours qui, en Suisse, affluaient de toutes les régions et de tous les milieux nous ont engagés à chercher à les coordonner. Le 30 octobre, c'est-à-dire dans la première phase des événements, nous avons chargé M. Ernest Feisst, ancien ministre de Suisse en Hongrie, qui s'était mis à notre disposition, d'assurer cette coordination, d'accord avec la Croix-Rouge suisse et les œuvres d'entraide de notre pays. M. Feisst n'a pas pu remplir sa tâche comme nous l'avions prévu en se rendant lui-même en Hongrie pour veiller à ce que les secours venant de Suisse puissent parvenir à leurs destinataires. En effet, la Croix-Rouge hongroise et le Gouvernement de Budapest se sont opposés à ce que les Croix-Rouges nationales et les institutions de secours envoient individuellement des délégués en Hongrie. Ce qui avait été possible sous le gouvernement de M. Imre Nagy cessa de l'être après l'intervention des troupes soviétiques du 4 novembre. A ce moment-là, la frontière fut fermée et les secours furent arrêtés. En définitive, après des négociations qui eurent lieu à Vienne entre une délégation du Comité international de la Croix-Rouge et les représentants de la Croix-Rouge hongroise, un accord fut conclu le 17 novembre et ratifié le même jour par le Gouvernement hongrois. La Hongrie acceptait les secours étrangers mais étant entendu que le Comité international de la Croix-Rouge les centraliserait et que seuls ses organes seraient chargés de leur distribution, dont ils avaient à assumer l'entière responsabilité. Ainsi le Comité international de la Croix-Rouge prit en charge les secours provenant des diverses sociétés nationales de la Croix-Rouge, des gouvernements, des Nations Unies ou d'autres institutions.

En vertu de cet accord, la situation est aujourd'hui la suivante: c'est par l'intermédiaire des délégués du Comité international de la Croix-Rouge en Hongrie que des secours sont assurés à la population hongroise. En revanche, les Croix-Rouges nationales et les autres institutions d'entraide ont des délégués à Vienne, où les secours sont réunis. La Ligue des sociétés nationales de Croix-Rouge et d'autres institutions s'occupent des secours à apporter aux réfugiés hongrois en Autriche.

Comme vous le savez, le Comité international de la Croix-Rouge est une institution autonome et absolument indépendante. Elle s'est adressée à M. Georges Rutishauser, conseiller national, et l'a prié de prendre la direction des opérations pour son compte. M. Rutishauser n'a été chargé d'aucun mandat par le Conseil fédéral. Il agit exclusivement, avec ses collaborateurs qui sont tous de nationalité suisse, sous l'autorité et par mandat du Comité international de la Croix-Rouge.

D'après les informations qui nous ont été données, l'aide à la Hongrie fonctionne aujourd'hui normalement. Le Comité international de la Croix-Rouge, en dehors de l'aide proprement dite, accomplit ses tâches traditionnelles et s'occupe des blessés, des prisonniers de guerre, des disparus.

Il en est de même dans le Proche-Orient. Aussi bien en Egypte qu'en Israël, le Comité international de la Croix-Rouge remplit les tâches qui lui sont confiées par les Conventions de Genève.

Vous êtes renseignés sur les décisions prises par le Conseil fédéral en faveur des réfugiés hongrois. Dans la mesure du possible, nous avons cherché par tous les moyens à soulager l'Autriche, submergée par l'afflux des réfugiés. La Croix-Rouge suisse a fourni un travail considérable.

Il faut souhaiter que la population de notre pays continue à se montrer généreuse et compréhensive à l'égard des Hongrois qui ne sont pas au terme de leurs souffrances. Chacun doit, en particulier, contribuer à faciliter le séjour dans notre pays des 10 000 réfugiés que nous avons décidé de recevoir.

Vous nous demandez enfin quelles mesures nous aurions l'intention de prendre en relation avec la situation actuelle.

Au cours de ces dernières semaines, légitimement impressionnés par ce qui se passait en Hongrie, des associations, des groupements, des particuliers ont adressé au Conseil fédéral de nombreuses requêtes: les unes tendant à la rupture de nos relations diplomatiques avec certains Etats, les autres pour que nous modifiions la politique suivie jusqu'à présent par la Confédération.

Le but de la rupture des relations diplomatiques serait de manifester notre désapprobation en cessant d'avoir des rapports avec des gouvernements dont la politique et les actes nous paraissent mériter d'être condamnés.

Le Conseil fédéral a examiné la question. Il estime qu'une telle mesure serait inopportune. Les commissions des Affaires étrangères, qui en ont délibéré, se sont ralliées à cet avis. Nous devons rester fidèles au principe de l'universalité de nos rapports diplomatiques avec les autres pays, quel que soit leur régime politique, quelles que soient les critiques que peut susciter l'action de leur gouvernement. C'est grâce à cette universalité que nous pouvons, comme pays neutre, remplir des tâches humanitaires dans des conflits ou dans des situations tendues ou dangereuses. Nous ne devons pas nous priver des moyens d'action que cette universalité nous assure. C'est grâce à elle que des organisations internationales ont pu s'établir sur notre territoire, que des conférences s'y sont tenues. Nous ne devons pas oublier non plus que des institutions comme le Comité international de la Croix-Rouge, composé de citoyens suisses, ont une activité à déployer précisé-

ment dans des situations douloureuses et tragiques, en faveur des victimes. Si leur action est paralysée, l'application de conventions aussi utiles que les Conventions de Genève sur la Croix-Rouge, auxquelles la grande majorité des pays a adhéré, serait rendue plus difficile ou même impossible. L'universalité des relations diplomatiques est un élément positif qui peut permettre de sauver et de défendre un peu d'humanité dans les circonstances les plus désespérées. Enfin, il ne serait pas raisonnable, à cause des réserves qu'appelle le comportement d'un gouvernement, de rompre toutes relations avec le pays à la tête duquel il se trouve

Quant à la politique suivie depuis la fin de la guerre par le Conseil fédéral, nous ne croyons pas qu'il y ait lieu de la modifier. On peut comprendre l'impatience de ceux qui voudraient que nous prenions une part plus active à la vie politique internationale. Mais si la Suisse devenait membre des Nations Unies, comme certains le souhaiteraient, ce serait une illusion de croire qu'elle pourrait exercer une influence déterminante sur leurs décisions. En revanche, elle ne pourrait plus être disponible pour des tâches qui sont confiées par les Nations Unies elles-mêmes à des pays qui ne sont engagés directement dans aucune des questions politiques qu'elles doivent chercher à résoudre. Nos rapports avec les Nations Unies sont compréhensifs et confiants. Nous sommes prêts à accepter des missions ou des tâches dans l'intérêt général. Ainsi, il y a quelques jours, un Suisse, le ministre Auguste Lindt, a été appelé par le secrétaire général, avec l'accord de l'Assemblée, aux fonctions difficiles et chargées de responsabilité de haut-commissaire aux réfugiés. Le Conseil fédéral ne pense pas que le moment soit venu pour notre pays d'engager des négociations en vue de son adhésion aux Nations Unies.

Le Conseil fédéral ne croit pas non plus qu'il y ait lieu de modifier maintenant notre attitude à l'égard du Conseil de l'Europe. Cette attitude, j'ai eu l'occasion de la définir devant le Conseil national l'an dernier.

La nécessité que les pays européens se rapprochent et cherchent à s'unir pour redonner ensemble à l'Europe la place qu'elle mérite d'avoir dans le monde, cette nécessité ne fait pas de doute. Les divisions de l'Europe lui ont été funestes. Dans la configuration actuelle du monde, où d'immenses Etats se sont formés, l'Europe constitue de plus en plus, par la force des choses, une unité, une entité.

Mais une organisation politique de l'Europe ne sera pleinement réalisable que le jour où les pays européens pourront se mettre d'accord sur les principes d'une politique étrangère commune, dont l'objectif essentiel sera la paix entre les pays européens et la paix entre l'Europe et les autres continents. Aussi longtemps que les problèmes que posent pour certains pays européens leurs territoires d'outre-mer n'auront pas été résolus, qu'ils seront la source de conflits et de luttes, c'est-à-dire qu'ils constitueront une hypothèque pesant sur les relations du monde occidental avec les autres continents, je suis convaincu qu'il n'y a aucun intérêt pour l'Europe elle-même à ce que les pays qui n'ont pas ces responsabilités s'y associent directement ou indirectement. Il est préférable qu'ils restent disponibles,

impartiaux, désintéressés, pour le moment où des rapports de confiance, détruits aujourd'hui, pourront se rétablir. Ils pourront peut-être contribuer à les rétablir. L'Europe ne se fera pas d'un coup, par la création d'institutions politiques qui ne reposent pas sur des fondements réels. Une évolution est nécessaire, au bout de laquelle il y aura une Europe unie, consciente des intérêts communs qui lient ses membres. Cette évolution est en cours, en particulier dans le domaine économique. Il n'y a guère de doute qu'elle se poursuivra. La Suisse ne devra pas et ne pourra pas rester à l'écart. Mais le Conseil fédéral ne pense pas qu'elle ferait aujourd'hui un geste utile en modifiant sa position vis-à-vis du Conseil de l'Europe. En revanche, il est évident que les autorités comme notre opinion publique doivent s'intéresser aux problèmes européens, les suivre et rechercher de quelle manière notre pays pourrait contribuer à les résoudre concrètement, sans que nous devions pour autant renoncer à notre neutralité.

Les événements récents et les activités modestes qu'ils nous donnent l'occasion d'accomplir me paraissent en effet démontrer que, dans le monde actuel, il y a encore place pour une neutralité comme celle de notre pays, qui n'est pas une neutralité morale, indifférente, qui est sans rapport avec le neutralisme, qui n'est pas une fuite devant les responsabilités, qui n'implique aucune abdication dans les jugements portés sur les événements, qui ne se dérobe pas devant l'action lorsque celle-ci peut être utile à la cause de la paix. Il y a plusieurs manières de servir la paix. Notre position géographique, puis notre histoire, nous en ont enseigné une qui pendant plus de trois siècles a fait ses preuves et a résisté à toutes les tempêtes qui ont passé sur l'Europe. Sans doute le monde actuel n'est plus celui dans lequel notre neutralité est née et s'est développée. Mais cette neutralité n'a pas pour autant perdu sa signification et sa raison d'être. La vie internationale est complexe. Sa complexité même ouvre de larges possibilités aux hommes et aux peuples de bonne volonté pour qu'ils puissent accomplir ensemble de grandes choses dans leur intérêt commun et dans l'intérêt de l'humanité, sans pour autant renoncer à ce qui les distingue les uns des autres.

Par contre, il y a lieu de tirer la leçon des derniers événements dans l'attitude que nous devons avoir à l'égard de notre défense nationale. Ces événements enseignent que la défense nationale n'est pas une institution vis-à-vis de laquelle on peut, au gré de circonstances politiques qui échappent à notre influence et à notre contrôle, se comporter alternativement d'une manière négative ou positive, avec scepticisme ou avec foi. Ces événements démontrent que les risques d'un conflit armé ne peuvent être appréciés à long terme mais que, dans une situation internationale aussi mouvante et incertaine que celle dans laquelle nous vivons depuis plus de vingt ans – une situation qui durera vraisemblablement encore longtemps, avec des hauts et des bas – le danger peut naître soudain, au moment où on ne l'attendait pas. Notre armée, instrument de notre indépendance, doit rester constamment à la hauteur des tâches qui lui sont confiées. Elle doit pouvoir les accomplir un jour – s'il le faut – dans les meilleures conditions possibles. Une armée faible, insuffisamment

ment préparée, ne disposant pas du matériel nécessaire, dont le moral est douteux, serait une tentation pour un agresseur éventuel. Dans un temps où la force tend à l'emporter sur le droit, un pays qui veut vivre et durer se doit d'être aussi fort que ses moyens le lui permettent. La défense nationale ne peut s'organiser par à-coup: c'est une création continue.

Enfin, les événements de Hongrie et tout ce qui se passe depuis quelques semaines dans la plupart des pays soumis à un régime qui leur a été imposé par la contrainte doivent nous faire prendre conscience, plus que jamais, de la valeur des institutions sur lesquelles est fondée la Confédération, des biens inestimables qui nous ont été accordés dans l'indépendance de notre pays, dans les libertés personnelles qui sont garanties à chaque Suisse. Il ne suffit pas de communier – comme nous l'avons fait récemment – avec ceux qui luttent désespérément et meurent pour reconquérir ces biens qui leur ont été ravés. Il faut aussi que nous restions unis pour sauvegarder ces biens, notre patrimoine, pour leur donner toujours plus de réalité et de prix, pour que, dans un esprit de justice, ils soient toujours davantage assurés à tous et à chacun. C'est dans cette volonté commune beaucoup plus que dans les biens matériels, dont l'abondance alourdit les corps et assoupit les esprits, que nous trouverons les forces et la foi nécessaires pour défendre en toutes circonstances les valeurs qui donnent leur sens à nos vies. (*Applaudissements.*)

Präsident: Sie haben eingangs Diskussion beschlossen. Es sind 12 Redner eingeschrieben.

Bretscher, Berichterstatter: Als Interpellant möchte ich zunächst dem formellen Erfordernis genügen und erklären, dass ich Herrn Bundesrat Petitpierre für seine eingehenden Darlegungen danke und mich von der Antwort des Bundesrates befriedigt erkläre.

Erlauben Sie, dass ich im Anschluss daran im Auftrage Ihrer Kommission für auswärtige Angelegenheiten, ohne die einzelnen Mitglieder der Kommission oder die Kommission als Ganzes auf meine Formulierungen zu verpflichten, zu diesen Erklärungen des Chefs des Eidgenössischen Politischen Departements noch einige Bemerkungen mache. Zunächst möchte ich einige Feststellungen grundsätzlicher Natur anbringen.

Die Bundesverfassung weist sowohl der Bundesversammlung wie dem Bundesrat Kompetenzen auf dem Gebiete der auswärtigen Angelegenheiten zu. Diese den beiden Behörden durch die Artikel 85 und 102 der Bundesverfassung zugewiesenen Kompetenzen sind materiell weitgehend identisch, weshalb es nicht verwunderlich ist, dass das Fehlen einer klaren Abgrenzung immer wieder zu Auseinandersetzungen zwischen Bundesversammlung und Bundesrat geführt hat. Rechtlich und tatsächlich hat der Bundesrat während längerer Zeit eine Art von Monopol in der Führung der Aussenpolitik beansprucht und dem Parlament eine stärkere Einflussnahme auf diesem Gebiet sowohl grundsätzlich wie im konkreten Einzelfall mit Erfolg zu verwehren vermocht. Eine Wendung ist in dieser Hinsicht in der Mitte der dreissiger Jahre eingetreten, als beide

Behörden, der Bundesrat wie die Bundesversammlung, angesichts der Verdüsterung des internationalen Horizontes das Bedürfnis nach vermehrter Kontaktnahme und engerer Zusammenarbeit empfanden. Sie hat ihren Ausdruck gefunden in der vor 20 Jahren, am 23. April 1936, erfolgten Schaffung einer ständigen Kommission für auswärtige Angelegenheiten, deren Aufgabe darin bestehen sollte, als Mittlerin zwischen dem Bundesrat und dem Parlament zu dienen.

Ein Blick auf die seitherige Entwicklung zeigt, dass mit der Schaffung dieser Kommission im Nationalrat, dem später auch der Ständerat gefolgt ist, ein Fortschritt verwirklicht wurde, der dem einstigen Kompetenzkonflikt zwischen Bundesversammlung und Bundesrat viel von seiner Schärfe und praktischen Bedeutung genommen hat. Zwar besteht das Problem der Ausscheidung der Kompetenzen wegen der Unklarheit der Verfassung weiter und kann auch heute wieder von Zeit zu Zeit in einem Einzelfall akut werden. Aber im gesamten funktioniert die Zusammenarbeit zwischen Bundesrat und Parlament durchaus befriedigend und sozusagen reibungslos. Die Existenz und Tätigkeit von ständigen parlamentarischen Kommissionen sichert eine regelmässige Fühlungnahme zwischen den eidgenössischen Räten und der Regierung, wodurch die Gefahr der Entstehung von Konflikten wesentlich vermindert wird, und die Aussenpolitik erhält durch das Hand-in-Hand-Gehen der beiden Behörden eine festere und breitere Grundlage.

Es lag mir daran, diese grundsätzlichen Feststellungen deshalb zu machen, weil die heutige Situation unzweifelhaft die Fortsetzung einer solchen engen und vertrauensvollen Zusammenarbeit von Bundesrat und Parlament verlangt. Die ausserordentlichen Ereignisse und Entwicklungen der internationalen Politik haben in den letzten Wochen den Bundesrat zu ausserordentlichen Kundgebungen, Massnahmen und Schritten veranlasst. Sie haben aber auch starke Rückwirkungen auf unser Volk gezeitigt, aus dem seit längerer Zeit zum erstenmal wieder Rufe und Forderungen ertönen, die das Gebiet der auswärtigen Beziehungen der Schweiz betreffen. In dieser äusseren und inneren Situation sind die verfassungsmässig zuständigen Landesbehörden verpflichtet, vor der Öffentlichkeit des In- und Auslandes ihre Verantwortlichkeiten für das aussenpolitische Handeln und den aussenpolitischen Kurs der Eidgenossenschaft zu übernehmen. Wenn der Bundesrat im Namen der Eidgenossenschaft handelt, so hat er Anspruch darauf, zu wissen, und wir haben unsererseits das Recht, zu sagen, ob wir sein Handeln billigen. Die Bundesversammlung selbst besitzt indessen ihre eigene unbestrittene Zuständigkeit, wenn es um die grossen Linien und um die allgemeine Richtung der Aussenpolitik, um Verhandlungen und Beziehungen von dauernder Bedeutung, um die traditionelle Politik und um die Lebensinteressen der Schweiz geht. Daraus folgt, dass sie in einer Situation wie der heutigen ihr verantwortliches Wort über den aussenpolitischen Kurs des Landes zu sprechen hat.

Ich darf die Hoffnung ausdrücken, dass die nachfolgende Diskussion über die von dem Vorsteher des Eidgenössischen Politischen Departementes abgegebene Erklärung ein Ergebnis haben wird, das die

Übereinstimmung von Regierung und Parlament in allen wesentlichen Fragen unseres aussenpolitischen Verhaltens kundtut. Zu dieser Hoffnung berechtigt mich die Tatsache, dass die während der letzten Wochen in unserer Kommission für auswärtige Angelegenheiten in zwei Sitzungen durchgeführte gründliche Erörterung der internationalen Ereignisse und der Massnahmen des Bundesrates eine solche Übereinstimmung ergeben hat. Die Orientierung über die dramatischen Ereignisse und Entwicklungen der internationalen Politik, die uns Herr Bundesrat Petitpierre in diesen Sitzungen gab, und die Erklärung und Begründung der Massnahmen und Schritte des Bundesrates, die er dieser Orientierung beifügte, entsprechen substantiell den Darlegungen, die Sie soeben entgegenkommen haben. Unsere Kommission hat über diese Dinge eine offene und gründliche Aussprache gepflogen, wobei sich von neuem erwiesen hat, wie wertvoll es ist, wenn einerseits der Bundesrat die Vertreter des Parlaments über aktuelle Fragen und Massnahmen sofort, das heisst auch in Momenten, in denen es nicht möglich ist, vor das Parlament selbst zu treten, orientieren kann, und die Kommissionsmitglieder ihrerseits der Regierung einen Einblick in die herrschenden Meinungen und Stimmungen verschaffen können, der es ihr gegebenenfalls ermöglicht, ihr Handeln der Situation anzupassen.

Die wichtigsten Ergebnisse unserer Diskussion möchte ich im folgenden kurz resümieren.

Die Kommission hat es begrüsst, dass der Bundesrat im Hinblick auf den Aufstand in Ungarn und die britisch-französische Intervention am Suezkanal in der Kundgebung vom 4. November dem Empfinden des Schweizervolkes Ausdruck gegeben und deutliche Worte der Missbilligung angesichts der Unterdrückung des Selbstbestimmungsrechtes eines uns befreundeten kleinen Volkes und der erneuten Verdrängung des Rechtes durch die Gewalt in den internationalen Beziehungen gefunden hat. So ungewöhnlich diese Kundgebung angesichts der traditionellen Zurückhaltung unserer Aussenpolitik in der Stellungnahme zu Ereignissen der internationalen Politik erscheinen mochte, so gerechtfertigt erscheint sie durch den ungewöhnlichen Charakter der Ereignisse, die unser Volk schon damals und in den folgenden Wochen noch stärker erregt und im Tiefsten aufgewühlt haben.

Die Kommission hat auch ihrerseits gegenüber der Öffentlichkeit keinen Zweifel darüber gelassen, dass sie die Empörung des Schweizervolkes über die brutale Niederwerfung der Freiheitserhebung eines um sein politisches Selbstbestimmungsrecht kämpfenden kleinen, tapfern Volkes teilt. Nicht allein in den Proportionen des Geschehens, sondern auch durch seine jedes Vergleiches spottende Natur übertrug dieses Ereignis für uns die problematische britisch-französische Aktion am Suezkanal, die man, je nachdem, ob man das in der Anlage, im Zeitpunkt und in der Ausführung verfehlte Unternehmen isoliert oder im Zusammenhang mit der gesamten Entwicklung und heutigen Lage im Nahen Osten betrachtet, mehr oder weniger scharf verurteilen kann. Als die bedauerlichste, ja als die recht eigentlich verhängnisvolle Wirkung des Suezabenteurs erschien und erscheint uns die dadurch verursachte Schwächung der moralischen Position des Westens

und die Verwirrung und Spaltung der Weltmeinung in einem Augenblick, da der verzweifelte Kampf des ungarischen Volkes diesem die ungeteilte Anteilnahme und ein Höchstmass von moralischer und politischer Unterstützung von seiten aller sich zum nationalen Selbstbestimmungsrecht bekennenden Völker hätte sichern müssen.

Die Kommission hat die heute auch dem Plenum dargelegten Gründe gewürdigt, aus denen der Bundesrat am 6. November dazu gelangt ist, in dem durch die britisch-französische Aktion am Suezkanal und die massiven Interventionsdrohungen der Sowjetunion hervorgerufenen Zustand einer gefährlichen weltpolitischen Spannung eine Initiative zu ergreifen, welche den Grossmächten die guten Dienste der Schweiz und ihr Gebiet zur Veranstaltung einer der Erhaltung des Friedens dienenden Konferenz zur Verfügung stellen wollte. Obwohl bei uns die Meinungen über die Opportunität dieses Schrittes und im besondern über die Zweckmässigkeit und die Aussichten der vorgeschlagenen Konferenz auseinandergingen, ist die Kommission im Blick auf die Gesamtheit der Kundgebungen, Schritte und Massnahmen des Bundesrates zum Schlusse gelangt, dass das würdige und entschlossene Handeln der Landesregierung in den höchste Anspannung erfordernden ereignisreichen Wochen unsere Zustimmung und Anerkennung verdient.

Vor allem hat die Kommission den vom Bundesrat bei der tragischen Wendung der Ereignisse in Ungarn sofort bekundeten Willen zur humanitären Hilfeleistung warm begrüsst und die Landesregierung nachdrücklich aufgefordert, weiterhin alles in ihren Kräften Stehende zu tun, um das Los der Opfer dieser Ereignisse zu lindern, einer grossen Zahl von Flüchtlingen eine Heimstatt bei uns zu geben und die von unserm Nachbarland Österreich mit bewundernswerter Bereitwilligkeit übernommenen schweren Lasten zu erleichtern.

Die Kommission hat auch von den Stimmungen und Strömungen im Schweizervolk, von den Rufen und Resolutionen aus dem Volk Kenntnis genommen, die unter dem Eindruck der Ereignisse in Osteuropa die Frage der Beziehungen der Schweiz zu jener Grossmacht aufwerfen, die durch das Mittel der militärischen Intervention die Freiheitserhebung des ungarischen Volkes niedergeworfen hat. Wir verstehen und teilen die Gefühle, die sich zum Teil in weitgehenden Forderungen nach dem mehr oder weniger vollständigen Abbruch dieser Beziehungen äussern; aber wir sind uns gleichzeitig bewusst, dass es den für unsere Aussenpolitik zuständigen Behörden nicht gestattet ist, noch so berechtigten Stimmungen und Erregungen zu folgen, sondern dass sie verpflichtet sind, die Dinge unter dem Gesichtspunkt ihrer eigenen Verantwortlichkeit zu betrachten und bei ihren Beschlüssen auf grundsätzliche Erwägungen und langfristige Perspektiven abzustellen. Nähmen die Behörden eine andere Haltung ein und erwüchse dadurch der Eidgenossenschaft wie der ihr durch ihre Sonderstellung unter den Völkern zufallenden Mission ein erheblicher und vielleicht unheilbarer Schaden, so würden und dürften die Behörden später mit Recht der Schwäche und Kurzsichtigkeit bezichtigt werden auch von jenen Kreisen, die heute gewisse radikale Begehren erheben. Die Kommission ist – nicht zuletzt im

Blick auf die Lehren der Vergangenheit – der Meinung und möchte diese Meinung auch hier festgehalten wissen, dass die Universalität der diplomatischen Beziehungen der Schweiz den dauernden Interessen des Landes entspricht. Sie ist ferner überzeugt, dass diese Universalität der diplomatischen Beziehungen gerade heute, in einer Zeit schwerer internationaler Erschütterungen und gefährlicher weltpolitischer Spannungen auch ein unerlässliches Erfordernis dafür darstellt, dass die Schweiz ihre wichtige und wesenseigene Aufgabe der humanitären Hilfe und der Leistung guter Dienste wirksam erfüllen kann.

Lassen Sie mich zum Schlusse mit der durch eine einzigartige Situation gebotenen Deutlichkeit folgendes feststellen: Das Schweizervolk ist heute geeinigt durch die tiefe Bewegung des Gemütes angesichts der Ereignisse der letzten Wochen. Es ist einig in der Beurteilung dieser Ereignisse und in der Verurteilung der Exzesse einer rücksichtslosen Machtpolitik, aber auch einig über die Lehren, die wir selbst aus dem geschichtlichen Anschauungsunterricht der Vorgänge in Osteuropa für die Verteidigung unserer eigenen Freiheit und Unabhängigkeit zu ziehen haben. Im Fühlen, Denken und Wollen besteht kein Unterschied und keine Scheidewand zwischen dem Schweizervolk und seinen Behörden, wie die Kundgebungen des Gesamtbundesrates, die Reden einzelner Mitglieder des Bundesrates und nunmehr auch die Erklärungen des Vorstehers des Politischen Departementes gezeigt haben. Die Bestimmung des aussenpolitischen Standortes der Schweiz, die unsere Kommission durch ihre Interpellation herbeiführen möchte, soll diese Kundgebungen in einem wichtigen Punkte ergänzen und Klarheit darüber schaffen, wie sich die verantwortlichen Behörden die künftige Gestaltung unserer Beziehungen zur Umwelt vorstellen.

Mit dem Bundesrat sind wir der Ansicht, dass die zielbewusste und konsequente Fortführung der bisherigen Linie der schweizerischen Aussenpolitik notwendig ist. Diese aussenpolitische Linie, die mit der gewissenhaften Wahrung der Neutralität die bereitwillige Erfüllung der Pflichten der internationalen Solidarität verbindet, ist heute so richtig, wie sie es gestern war; denn die jüngsten Ereignisse haben nicht eine neue Situation geschaffen, sondern nur den Scheinwerfer auf einen schon lange bestehenden Zustand gerichtet – sie haben, um in den Worten von Bundesrat Petitpierre zu sprechen, die Tiefe des Abgrundes enthüllt, der im Zeitalter des Totalitarismus die Staaten und Völker trennt, die nicht nur verschiedenartige politische und wirtschaftliche Regierungssysteme haben, sondern zwischen denen ein fundamentaler Gegensatz der Auffassungen vom Wesen und der Bestimmung des Menschen, von menschlicher Würde und Freiheit klafft. Aber gerade auch im Hinblick auf diese dauernde Konfliktsituation muss die schweizerische Aussenpolitik, jenseits der Emotionen des Augenblicks, geradlinig und stetig bleiben. Es ist eine Aussenpolitik, die durchaus den harten politischen Realitäten, die aber auch der geographischen Lage, der besonderen Stellung und Sendung unseres Kleinstaates entspricht; sie bedeutet das uns gegebene und angemessene Mittel, sowohl die eigene Freiheit und Unabhängigkeit zu schützen, wie auch dem

Gedanken des Rechtes und der Menschlichkeit auf dem uns hiefür offenstehenden Raum der internationalen Beziehungen zu dienen. Wenn uns der Gedanke bedrückt, dass es wenig ist, was wir bei dem gegenwärtigen jammervollen Zustand Europas und der durch den grossen Konflikt zwischen West und Ost gespaltenen friedlosen Welt für die allgemeine Sache der Freiheit und des Friedens tun können, so wollen wir uns durch die Bitterkeit dieser Einsicht anspornen lassen, in keinem Falle und in keiner Lage weniger als unser Bestes zu geben.

Oprecht: Als Mitglied der aussenpolitischen Kommission möchte ich Herrn Kollege Bretscher als Referent der Kommission für seine objektive Darstellung der Verhandlungen herzlich danken. Dass sich dabei in der Aussprache selbst Nuancen ergeben haben, werden Sie aus meinen eigenen nachfolgenden Ausführungen ersehen. In dieser Aussprache der aussenpolitischen Kommission, die hier in Bern am vergangenen 12. November stattgefunden hat, unterstützte ich persönlich die Haltung des Bundesrates, wie er sie durch die beiden Erklärungen vom 4. und 6. November der schweizerischen und der Weltöffentlichkeit dargestellt hat. Die Krise der Weltpolitik trieb in jenen Tagen ihrem Höhepunkt entgegen. Das französisch-englische Abenteurer am Suez verlief bei Port Said wortwörtlich im Sande. Bulganin hatte nicht nur Präsident Eisenhower ein gemeinsames Eingreifen des amerikanischen und sowjetischen Militärs vorgeschlagen, sondern gleichzeitig auch durch kriegerische Drohungen mit ferngelenkten Geschossen London und Paris unter schwersten Druck gesetzt. Nicht zuletzt sollte damit das verräterische und grausame Eingreifen der Sowjetarmee in den Verlauf der ungarischen Freiheitsrevolution mit einer Vernebelungsaktion camoufliert werden. Der Dritte Weltkrieg schien in jenen ersten Novembertagen unvermeidbar, und der Appell des Bundesrates vom 4. und 6. November an die drei Grossen, USA, UdSSR und Indien sowie an die, vom Standpunkt des Statuts der Uno aus betrachtet, Rechtsbrecher Grossbritannien und Frankreich, wirkte wie ein Aufschrei des Weltgewissens. Die Erklärungen des Bundesrates, im besonderen die Einladung an die fünf Mächte, eine Konferenz auf höchster Ebene in der Schweiz durchzuführen, zum Zwecke der friedlichen Beilegung der kriegerischen Handlungen im Mittleren Osten wie in Ungarn, waren in ihrer Weltwirkung moralische Taten, die aufgezeigt haben, wie gefahrdrohend die Weltlage in jenen Tagen war. Im Angesicht der ungeheuerlichen Wirkungen eines Atomkrieges mussten alle Mittel aufgewendet werden, um den Ausbruch eines neuen Weltkrieges zu verhindern. Ich habe damit gleichzeitig angedeutet, wem in jenem Augenblick in erster Linie der Prozess gemacht wurde. Frankreich und England haben in fahrlässiger und vor der Weltgeschichte nicht zu verantwortender Weise im Mittleren Osten einen Brand entzündet, der zum Weltbrand hätte werden können und der den Sowjets gestattet hat, im Halbdunkel der tragischen Ereignisse am Suez die junge Revolution in Ungarn mit brutaler militärischer Gewalt zu erwürgen. Der Prozess wurde auf dem Forum der Vereinten Nationen geführt und endigte mit einem vernichtenden Schuldig für Gross-

britannien und Frankreich. Die Reaktion in Ägypten endigte denn auch mit einem Debakel, wie es schlimmer nicht hätte sein können. Die Rolle der USA und die der UdSSR ist dabei vor der Weltöffentlichkeit viel schärfer und pronunzierter aufzudecken, als das bisher allgemein geschehen ist. Die heutige aussenpolitische Aussprache dient nicht zuletzt diesem Zwecke. Die USA und die UdSSR haben, ich will nicht sagen, ein abgekartetes Spiel getrieben, aber offenbar stillschweigend ein auf einander abgestimmtes Spiel aufgezogen. Es begann am 19. Juli 1956 in Washington. Dieser Tag wird in die Geschichte eingehen. Der amerikanische Staatssekretär John Foster Dulles eröffnete am 19. Juli 1956 dem ägyptischen Botschafter in Washington, Ahmes Hussein, dass der Bau des Assuandammes vom Westen nicht finanziert werde. Die Westmächte, unter Führung von Dulles, hatten lange geglaubt, die arabische Welt mit der Zusicherung der Finanzierung des auf 1,3 Milliarden Dollar veranschlagten gewaltigen Unternehmens am oberen Nil zu ihren Gunsten beeinflussen zu können.

Warum nun diese schroffe Absage der USA an Nasser, nachdem man ihn jahrelang mit Glacéhandschuhen behandelt und durch die verschiedenen Aussenminister besonders gepflegt hatte? Die Besuche von Dulles und von Pineau noch im vergangenen Frühjahr bei Nasser dienten doch nur solchen Zwecken. Aus Washington wird darüber berichtet, dass Dulles, gestützt auf diplomatische erstklassige Informationen, davon überzeugt war, dass auch die Russen nicht bereit wären, die Kosten des Baues des Assuandammes zu finanzieren, trotz ihren eigenen Versprechungen Nasser gegenüber. Deswegen diese kalte Absage von Seiten Dulles an Nasser, welche die Kettenreaktion der Suezkrise bis zum militärischen Coup der beiden europäischen Mächte Grossbritannien und Frankreich in Ägypten ausgelöst hat. Mir scheint es geradezu symptomatisch dafür zu sein, dass Dulles angesichts des Erfolges dieser seiner Aussenpolitik ausgerechnet am Höhepunkt der Weltkrise schwer erkranken musste. Deswegen ein früher unmöglich erscheinendes Ereignis in den Vereinten Nationen. Die USA und die UdSSR machten auf einmal gemeinsame Politik. Sie stimmten gemeinsam für die Verurteilung von Grossbritannien und Frankreich. Präsident Eisenhower zeigt seither den britischen und französischen Ministerpräsidenten, Eden und Mollet, die kalte Schulter. Es zeichnet sich ein seltsames, stillschweigendes Übereinkommen zwischen den Vereinigten Staaten und Russland ab, sich aus dem Suezkonflikt herauszuhalten, das heisst die Kriegsgefahr im Atomzeitalter so gering wie möglich zu machen. Auch ohne formelles Sicherheitsabkommen zeigt sich seit der Konferenz der Grossen Vier in Genf, dass das Einverständnis zwischen den USA und der UdSSR unterirdisch spielt. So wurde im diplomatischen Zusammenspiel zwischen Moskau und Washington die Suezkrise im Rahmen der Uno lokalisiert und schliesslich zu einem Ende geführt, das vorauszu sehen war. London und Paris stehen mit leeren Händen da. Israel droht ein neues „München“. Über Europas Wirtschaft hängt die Krise. Die USA und die UdSSR dagegen schaffen sich neue Absatzmärkte im Westen über die OEEC und im Mittleren Osten in den neuen amerikanisch-russischen Satel-

iten. Nur so lässt sich auch das geheimnisvolle Verhalten der USA im grauenvollen Schicksal der ungarischen Revolution erklären. Es ist Indien, insbesondere Nehru, vorgeworfen worden, dass er zur Erwürgung der ungarischen Revolution durch die russischen Armeen auch keine eindeutige Haltung bezogen habe. Die Sozialisten haben im indischen Kongress Nehru deswegen scharf angegriffen. Aber was machten die USA, nachdem sie Grossbritannien und Frankreich derart schmäählich auf die Knie gezwungen hatten? Sie unterstützten scharfe, verbale Erklärungen der Uno, die auf Antrag südamerikanischer Satelliten gefasst wurden. *In praxi* aber lassen sie die russischen Armeen in Ungarn wüten. Ich erinnere an die Erklärungen von Dulles vor seiner Wahl zum Staatssekretär über seine Politik gegenüber den Satellitenstaaten. Das Abkommen von Yalta, bekräftigt durch den Genfer Geist, hat eben auch heute noch, trotz Eisenhower und trotz Dulles, für die USA seine Gültigkeit.

Und die Rolle der UdSSR im grossen Welttheater? Vorweg die Feststellung, dass in der UdSSR und ihren Satelliten der Kommunismus nur formal existiert. In der Praxis werden die UdSSR und ihre Satellitenstaaten von einer verhältnismässig kleinen Schicht von Managern beherrscht, die das Volk rücksichtsloser als es ein kapitalistischer Staat tun kann ausbeuten. Wie aber lässt sich das ungeheure Verbrechen erklären, das die UdSSR am ungarischen Volk begeht? Ich behaupte: rein militärisch. Auch in der UdSSR haben die Militärs die Politik zu treuen Händen genommen, genau so wie anderswo. Nachdem durch den österreichischen Staatsvertrag die strategische Lage im Donaubecken verschlechtert worden ist, konnten die Russen militärpolitisch ein neutralisiertes Ungarn nicht akzeptieren, wenn die ganze Front im Cordon sanitaire vor der UdSSR nicht in Bewegung geraten wollte. Der Pakt von Warschau, das Gegenstück zur Nato, wäre damit in Stücke zerbrochen, wirkungslos geworden. Die Russen haben – das zeigen alle ihre Massnahmen im Osten – aus Furcht gehandelt. „Die Sowjets haben in diesen Tagen wieder in den Abgrund eines Urhasses gegen die Sowjetunion geschaut. Das Regime der Sowjets steht wieder am Pranger der Welt. Die Sowjetmacht fühlt sich damit wieder unmittelbar bedroht. Natürlich ist das die Schuld der Sowjets selbst. Es ist die Schuld des Raubtiers, dass es verfolgt wird.“ Diese Kennzeichnung der gegenwärtigen Lage der Sowjetunion durch Michael Freund in der Zeitschrift „Die Gegenwart“ könnte die heutige weltpolitische Situation nicht besser in eine Formel kleiden. Der Sturm im Osten kann zu einem Weltsturm werden. Wer kann dessen Ausbruch verhindern? Die weltpolitischen Probleme, mannigfach an Zahl, sind noch ungelöst, allen militärischen Verträgen des Westens, die gegen die UdSSR gerichtet sind, zum Trotz. Die „New York Times“ vom 2. Dezember veröffentlicht eine grosse Weltkarte mit entsprechenden Hinweisen auf die Örtlichkeiten, wo die weltpolitischen Probleme für die Aussenpolitik der USA und der Vereinten Nationen der Lösung harren. Ich will diese Probleme mangels Zeit im einzelnen nicht anführen.

Wie stellen sich für uns, für Europa, diese Probleme? Wenn ein dritter Weltkrieg im Zeichen der

H-Bombe verhindert werden kann, dann müssen dafür alle Mittel eingesetzt werden. Die Vereinten Nationen sind darum in diesem Sinne auszubauen und zu stärken. Dass im Suezkonflikt erstmals die Uno-Truppe als solche (und nicht, wie im Korea-Krieg, die USA-Armee als Ersatz für die fehlende Uno-Truppe) eingesetzt wurde, ist welthistorisch von grösster Bedeutung. Hinter dem blossen Völkerrecht steht nun auch eine politische Macht. Wir müssen wünschen, dass diese politische Macht der Uno ausgebaut und gestärkt wird. Die Vielfalt Europas muss endlich zu einer politischen Einheit umgeformt werden. Die Föderation der „Vereinigten Staaten von Europa“ muss endlich werden. Davon hängt auch das Schicksal unseres eigenen Landes ab. Die Schweiz darf nicht länger beiseite stehen. Die militärische Neutralität schliesst politische Solidarität nicht aus. Der Schweiz ist durch die Ernennung von Minister Lindt zum Hochkommissar für die Flüchtlinge erneut ein Zeugnis ihrer moralpolitischen Bedeutung im Weltgeschehen ausgestellt worden. Wir freuen uns dessen, erkennen damit zugleich auch die Verpflichtung des Kleinstaates an, europäisch und weltpolitisch stärker als bisher mitzuwirken.

Dietschi-Solothurn: Im Hinblick auf die aufwühlenden Ereignisse, die in den letzten Wochen die Welt auf das tiefste erschüttert haben, kann wohl nicht genug betont werden, dass sich für unser Land die Grundlinien unserer Aussenpolitik als richtig erwiesen haben. In klarem Aufbau hat sie unser Aussenminister in der neuen Welt der Nachkriegszeit weiter entwickelt und auf dem alten Grunde der Neutralität und Selbstbescheidung zur weiter gerichteten hohen Haltung der Solidarität emporgeführt. Wir danken ihm und dem Bundesrat – unsere Fraktion und viele andere –, dass sie auch im Sturm der Gegenwart dieser Haltung treu geblieben sind.

Mit dieser Haltung ist aber auch klar zum Ausdruck gekommen, dass die Neutralität des Staates niemals das Volk und unsere Behörden hindern darf, ihrer freien Überzeugung Ausdruck zu verleihen. Wie könnte ein Volk Freiheit und Menschlichkeit zu den grundlegenden und bewegenden Kräften seines Staates erwählen, wenn es sie nach aussen verleugnen müsste, um einer formalistischen Neutralität willen? Aus dem Wesen unserer Eidgenossenschaft ergibt sich vielmehr die klare und offene Verteidigung der Menschenwürde und damit die leidenschaftliche Verurteilung der grauenhaften Massnahmen, wie sie in jeder Zivilisation hohnsprechenden Weise seit Tagen und Wochen nun angewendet werden gegenüber dem beispiellosen Freiheitskampf des heldenmütigen ungarischen Volkes, das unsere höchste Bewunderung verdient.

Dennoch bleibt ein ungelöster Erdenrest für uns zurück. Unsere staatliche Neutralität beschränkt unseren Solidaritätswillen auf die friedliche Hilfe gegenüber den Leiden des unterdrückten Volkes und zu kalter Distanz gegenüber den blutigen Verächtern der Menschenrechte. Im harten Rahmen dieser uns durch das politische Schicksal auferlegten Grenzen hat jedoch unser Volk seine Gesinnung auf eine Weise kundgetan, die uns mit Genug-

tuung erfüllen darf. Und was entscheidend ist, es hat nicht nur seine Zähne, sondern auch sein Herz sprechen lassen. Es drängt mich, an dieser Stelle den unzähligen jungen und alten Spendern, vor allem aber den Leitern und Helfern des Internationalen und des nationalen Roten Kreuzes Dank und Anerkennung auszusprechen für ihre rasche und gute Hilfe gegenüber dem ungarischen Elend. Meine besondere Anerkennung gilt aber auch dem Bundesrat, dass er als erste Regierung der österreichischen Regierung in der Übernahme von Flüchtlingen zu Hilfe gekommen ist. Doch möchte ich dem dringenden Wunsche Ausdruck geben, dass es nicht bei den 4000 und nicht bei den 10 000 bleibe, sondern dass das alte politische Asylland weiteren Tausenden von Angehörigen dieser vom Schicksal immer wieder geschlagenen kleinen Nation geöffnet werde. Auch dann wird das Entgegenkommen nicht annähernd an das Opfer heranreichen, das das durch Krieg, Besetzung und frühere Flüchtlingsnot heimgesuchte österreichische Nachbarland vollbracht hat durch das Wunder der spontanen Versorgung von über 120 000 verfolgten Menschen. So möchte ich denn auch meiner grossen Hochachtung und tiefen Anerkennung gegenüber dem uns in Freundschaft verbundenen tapferen österreichischen Volke Ausdruck geben. Wir tun dies durch die Tat, wenn wir als Wiege und Hort des Roten Kreuzes ihm weitere Lasten abnehmen.

Über die Solidarität der kleinen Völker hinweg stellt sich die Frage nach einer engeren Verbindung mit allen freien europäischen Völkern. Im kürzlich erschienenen Jahrbuch der Neuen Helvetischen Gesellschaft, längst verfasst vor den neuen Ereignissen, hat die Jugend das Wort ergriffen. Fast übereinstimmend ruft sie nach einer engeren Fühlungnahme und Zusammenarbeit mit andern europäischen Ländern. Trotzdem Herr Bundesrat Petitpierre den Beitritt zum Europarat heute wiederum verneint zu haben scheint und trotzdem ich selber bis heute der Einladung auf Unterzeichnung der Initiative bzw. der Petition nicht nachgekommen bin, scheint es mir doch, dass diese Frage unter der Neubesinnung der Gegenwart neu und ernsthaft geprüft werden sollte. Es geht ja nicht um einen Beitritt zu einer supra-nationalen Institution, sondern um die Verstärkung des freien politischen Zentrums Europas bei gleichen Rechten und unter voller Wahrung der offenen Türe und der freien Selbstbestimmung und damit um die innere Stärkung der freien europäischen Gemeinschaft.

Freilich, wichtiger als die Beurteilung dieser oder anderer Einzelfragen ist dies, dass die Aufwallung des Gemütes, wie sie in dieser Tiefe in unserem Volke seit langem nicht mehr geschehen ist, nicht wieder verflachen möge, ohne tiefere Spuren zu hinterlassen. Sie sollte eine Gesinnung und Haltung erneuern, die auf unser politisches Handeln weithin bestimmend zu wirken vermag; wenn es so sein wird, wird auch unsere Jugend innerhalb des beschränkten Raumes, den ihr der kleinräumige Staat der Eidgenossenschaft bieten kann, genügend Möglichkeiten finden, um sowohl sein Schweizertum wie auch eine wirksame Anteilnahme am Schicksal Europas und der freien Welt, ja der Freiheit in der Welt, zu beweisen.

Schmid Arthur: In zehn Minuten kann man nicht sehr viel sagen. Ich werde mich deshalb auf einige wenige Punkte beschränken müssen.

In erster Linie möchte ich feststellen, dass wir in der aussenpolitischen Kommission nicht in allen Fragen der gleichen Meinung waren. So sehr ich die Kundgebung des Bundesrates vom 4. November begrüßte, so sehr habe ich die Einladung an die fünf Grossmächte, die der Bundesrat am 6. November erliess, bedauert. Wenn diese Initiative ergriffen worden wäre mit dem Ziele, dass man von den Zusammenkommenden gewünscht hätte, den Rückzug der russischen Interventionsarmee in Ungarn zu fordern, hätte ich sie begrüßt. So aber war sie zwar gutgemeint, aber im Grunde genommen ein Fehler. Man hat damit den Russen die billige Gelegenheit gegeben zu erklären, dass sie zu einer solchen Konferenz bereit seien, weil sie dort natürlich ihre verlogenen Propagandaphrasen wieder besser hätten anbringen können als in der Uno.

Ich kann mir nur erklären, dass jene Intervention des Bundesrates ein Produkt der Furcht und der Angst vor einem dritten Weltkrieg war.

Aber mit solchen Konferenzen werden Weltkriege nicht verhindert. Ich möchte Sie doch bitten, an die Münchener Konferenz zu denken, wo Chamberlain nach London zurückkehrte und erklärte: Friede für unsere Generation! Es war ein Irrtum, denn solche Aktionen sind der Ausdruck der Schwäche. Es gibt in der Weltgeschichte nur eine Feststellung, die immer wieder gilt; sie ist in der Weihnachtsbotschaft enthalten und heisst: Fürchtet euch nicht! Die Furcht ist ein schlechter Ratgeber. Sie ist vor allem kein guter Ratgeber für eine neutrale Regierung.

Wir müssen einwandfrei feststellen, dass die Völker der Satellitenstaaten und auch Russlands hofften, nach dem Tode des grossen Tyrannen Stalin eine gewisse Lockerung und Freiheit erhalten zu können. Was Djilas in seinem Artikel, für den er jetzt in Belgrad vor Gericht steht, geschrieben hat, stimmt, dass weitgehend auch in der Sowjetunion Leute mit dem Regime nicht zufrieden sind. Die Diktatur, die in Sowjetrussland herrscht, ist von einem meiner Vorredner gekennzeichnet worden. Sie hat mit Sozialismus oder Kommunismus nichts zu tun, sondern sie ist die Machtherrschaft über das Volk.

Ich halte fest, dass die Sehnsucht der Völker nach Frieden ganz allgemein ist.

Ich stelle fest, dass die Angst vor einem dritten Weltkrieg speziell in der dekadenten Gesellschaft Westeuropas und der zivilisierten Welt gross ist und dass man jederzeit bereit ist, aus dieser Angst heraus Fehler zu begehen.

Ich stelle fest, dass man sich freute, als die Nachfolger Stalins von einer „friedlichen Koexistenz“ sprachen und damit so vielen Diplomaten und Zeitungsschreibern die Möglichkeit gaben, neue Hoffnungen für das neue Regime in Russland zu verbreiten.

In Wirklichkeit verzichteten die Nachfolger Stalins nicht auf das Bestreben, die Weltherrschaft zu erobern. Sie sind nur klüger als Hitler und psychologisch vielleicht geschickter als Stalin. Sie kennen die Angst der Menschen vor dem Kriege. Sie kennen andererseits auch die Sehnsucht nach neuen Hoffnun-

gen, und die haben sie den Menschen gegeben. Damit ernteten sie einen grossen Erfolg in der Welt.

Wir verdanken es der Freiheitsliebe des ungarischen Volkes und dem Widerstand, den die Ungarn gegen die russische Unterdrückung entwickelten, dass der Schleier vor dieser Lüge der „friedlichen Koexistenz“ zerissen ist, und dass man das brutale Antlitz von Verbrechern sieht. Ich bin überzeugt, dass, wenn in dieser Hinsicht die Menschen Klarheit bekommen und sich wieder dazu durchringen, dass sie nur durch ihre eigene Kraft etwas in der Welt erreichen, es anders wird.

Was ich auf das tiefste bedaure, ist, dass man in der Uno mit zweierlei Mass gemessen hat. Man hat in der Uno in einem Zeitpunkt, wo die ungarische Bevölkerung sich vielleicht zu 95 oder 99% gegen den russischen Überfall wehrte, die Quisling-Regierung Kadar indirekt anerkannt, indem man Horvath als vollberechtigten Delegierten bei der Uno anerkannte. Ich erkläre, dass so etwas eine Schande ist, weil man damit ohne weiteres Stellung bezieht zugunsten jener, die das ungarische Volk unterdrücken.

Es bleibt mir nicht die Zeit, um über Ungarn noch viel zu sagen. Aber ich möchte festhalten, dass es meiner Auffassung nach nicht verfehlt gewesen wäre, wenn man in dem Zeitpunkt, wo in Ungarn die russische militärische Intervention verstärkt wurde, mit dem Abbruch aller Beziehungen geantwortet hätte. Ich habe diese Auffassung von Anfang an vertreten und vertrete sie heute noch. Ich bin überzeugt, dass dieser moralische Druck nicht zu einem dritten Weltkrieg, aber zu einem Nachgeben der Russen geführt hätte.

Man hat die Franzosen, Briten und Israeli getadelt, weil sie in einem Zeitpunkt, der der ungeschickteste für eine Intervention war, interveniert haben. Es war klar, dass sie die Uno gegen sich haben mussten. Es war ebenso klar, dass die Menschen, die in der Welt mit Ungarn sympathisierten, diese Aktion auf das tiefste bedauerten. Aber die Aktion in Ägypten begann nicht damit, dass im November die Briten, Franzosen und Israeli den Krieg gegen Ägypten eröffneten, sondern damit, dass Nasser Ende Juli den Suezkanal nationalisierte, und dass von seiten der Uno weiter nichts geschah. Ich bin überzeugt, dass, wenn in jenem Zeitpunkt gehandelt worden wäre, eine solche Aktion den Beifall weitester Kreise gefunden hätte. Ich finde auch, dass man mit zweierlei Mass misst, wenn man heute erklärt, dass die Uno ihre Pflicht gegenüber Frankreich, Grossbritannien und den Israeli erfüllt habe. Das ist eine Frage, die meiner Auffassung nach nicht so beantwortet werden kann. Das Regime Nasser ist ein Diktaturregime, eines der schlimmsten, das dem ägyptischen Volk die Freiheit nicht gibt. Nasser hat seinen Vorgänger Naguib eingekerkert. Er führt ein Regime, wie es Hitler geführt hat, und sein Sturz hätte in der Welt dazu beigetragen, dass der Friede im Mittleren Osten viel stärker gesichert worden wäre. Heute ist Nasser eine Quelle der Unruhe und der Bedrohung des Friedens im Mittleren Osten. Er ist etwas ähnliches, wie es Hitler in den dreissiger Jahren war. Das soll man nicht vergessen. Ich kann deshalb die Franzosen und Briten nicht ohne weiteres verurteilen. Sie haben vielleicht einen Fehler gemacht, dass, wenn sie

schon eine Aktion einleiteten, sie diese nicht zu Ende führten, trotz der Uno. Sie verwundern sich vielleicht, dass ich das sage. Aber ich habe die Meinung: Wir müssen versuchen, ganz offen zu reden, und wir haben keine Ursache, etwas zu verschweigen.

Was geschieht nun, um den Ungarn zu helfen? Leider geschieht nichts. Und die Ungarn, die für uns bluten und sterben, sind nur ein Teil jener Freiheitskämpfer, die auch in den kommenden Zeiten wieder bluten müssen. Ich bin überzeugt, dass niemand von Ihnen, trotz der vorsichtigen Politik Gomulkas, sagen kann, ob auch Polen nur auf einige Monate gesichert ist. Niemand weiss, was die Russen mit andern Satellitenstaaten, und was sie eventuell mit Österreich tun werden.

Deshalb glaube ich, ist es das beste, dass man sich die klare Sicht und das eigene Urteil behält und sich bewusst ist, dass nur eine Gemeinschaft von freien Menschen den Frieden retten kann. Solange in der Uno aber Staaten vollberechtigte Mitglieder sind, sagen wir wie Ägypten, Russland und seine Satellitenstaaten, ist der Friede bedroht; denn die Diktatur ist an sich eine Gefahr für den Frieden. (Beifall.)

Duttweiler: Das erste Gefühl, das mich bewegte und heute noch bewegt, ist der Dank an das Schweizervolk für jene ursprüngliche eidgenössische freiheitliche Aufwallung während der Ereignisse in Ungarn. Das hat auch in der Welt seinen Eindruck nicht verfehlt, da die Schweizer als ein ruhiges, besonnenes Volk bekannt sind. Ich empfinde aber auch Dank gegenüber dem Schicksal, dass die russischen Diktatoren auf die Idee gekommen sind, die Friedenstaube lange Zeit, meine Herren, fliegen zu lassen. Ich war der Auffassung, es sei dies eine Einbahnstrasse, und ich bin es heute noch. Man liess die Friedenstaube, die für die Diktatoren sehr gefährlich ist, fliegen, und man wird sie nicht mehr einfangen. Danken wir doch dafür, dass es durch die Entstalinisierungskampagne möglich wurde, dass Aufstände und Streiks entstanden und dass zum Beispiel in Polen die Kritik längere Zeit funktionierte, so dass man die Freiheit wieder roch und sich davon aufwühlen liess. Danken wir dafür.

Ich untersuche nicht die Motive der Diktatoren, weshalb sie es als für sich selber heilvoller fanden, die Friedenstaube fliegen zu lassen, anstatt mit dem Säbel zu rasseln. Ich stelle nur die Tatsache fest, dass die Welt dafür dankbar zu sein hat. Ich empfinde das tiefste Bedauern, dass diese Lockerungen zu diesem tragischen Ende geführt haben. Ich wäre glücklicher gewesen, wenn sich die Randstaaten als kommunistische Staaten national unabhängig hätten machen können, im vollen Vertrauen darauf, dass der Mensch schliesslich durch die Evolution stärker sein wird als die Unmenschlichkeit, das gewalttätige Regime. Das Frohlocken hat mich aber tief betroffen, nämlich das Frohlocken darüber, dass es den Russen nicht gelungen ist, die Evolution weiterzuführen, indem man frohlockend, triumphierend sagte: „Seht jetzt das wahre, schreckliche Gesicht!“ Ich wäre dankbar, wenn dieses Frohlocken keinen Grund gehabt hätte, wenn die Liberalisierung weitergegangen wäre mit einem relativen Erfolg für das sowjetische Regime, immer wieder eingedenk, dass, wenn die Freiheit auch nur in

geringem Masse spielen kann, der Mensch doch die Oberhand gewinnt.

Ich bin für den Weg der Evolution und mache zum Beispiel den Vergleich zwischen der englischen Evolution um 1800 und der Französischen Revolution, der blutigen Revolution, die mit der Abschichtung der herrschenden Klasse endete. Womit ist man damals weitergekommen?

Ich bin dankbar dafür, dass sich Indien ohne Blutvergiessen freimachen konnte. Ich danke den Engländern dafür. Das sind die Gefühle, die mich bewegen, und ich hoffe, dass diese Evolution bald kommen werde.

Ich glaube auch, dass es den Russen schwerfiel, wieder mit Terrormassnahmen einzugreifen und dadurch all das Vertrauen, das sie auch bei uns aufgebaut hatten, wieder niederzureissen, ihr ganzes Prestige im Westen und einen wesentlichen Teil davon im Osten zu verlieren; denn auch sie sehen nun das schreckliche Gesicht. Frohlocken wir aber nicht darüber, dass wir recht gehabt haben, d. h. dass die Russen das schreckliche Gesicht gezeigt haben. Wir dürfen dabei nicht vergessen, dass die Russen den richtigen Weg nicht gefunden haben. Sie konnten persönlich dem Schicksal nicht entkommen, im eigenen Blute unterzugehen. Sie wollten ehrlich diesem Schicksal entfliehen, aus der Einsicht heraus, dass es nichts Gutes ist, das den Diktatoren sonst wartet. Das erklärt auch meine ganze Haltung, die ich in der Presse eingenommen habe. Es ist unrichtig, alles nur mit Skepsis aufzufassen. Man muss trachten, sich in die Lage des andern zu versetzen, auch wenn es ein schrecklicher Tyrann ist, um die Lage richtig zu beurteilen und muss dann allmählich eine richtige Haltung einnehmen. Es war ein tragischer Zwang, der die Russen wieder zum Terror führte. Ich wäre glücklich, wenn dies nicht notwendig gewesen wäre, wenn es ihnen gelungen wäre, Polen, Ungarn und allen Satellitenstaaten wohl die Unabhängigkeit zu gewähren, aber ihr Regime durchzusetzen. Ich habe das unerschütterliche Vertrauen, das ich immer bekundet habe und immer bekunden werde, solange ich atme, dass der Mensch schliesslich Meister wird. Die Voraussetzungen, dass die Terrorherrschaft schliesslich zu Fall kommen wird, sind vorhanden. Es wird auf dieser Einbahnstrecke weitergehen, blutig oder weniger blutig. Aber sicher ist, dass diese ganze Gärung, die begonnen hat, auch in Russland selbst, wo man nämlich auch diskutiert, schliesslich zu einer andern Ordnung führen muss. Wir sollten uns aber bewusst sein, dass gewaltige Opfer gebracht werden müssen. Denn ich gehöre nicht zu jenen, die sagen: „Ich oder du“, wie zum Beispiel im spanischen Bürgerkrieg, der 1½ Millionen Opfer gefordert hat. Dort war es ein „Ich oder du“. Ich bin der Meinung, wir sollten dafür beten, dass die Evolution Platz greift, d. h. das langsame Durchsetzen des natürlichen menschlichen Instinkts des Freiheits- und Unabhängigkeitsdranges. Es besteht nämlich auch ein menschlicher Drang nach Privateigentum. Dieser Drang wird sich auch langsam, wie nach der Französischen Revolution, durchsetzen.

Wer hätte den Mut, auch von Ihnen, verehrte Herren Kollegen, zu wünschen, dass es auf die Extermination hinausgeht? Zu sagen: jetzt wird darum gekämpft, was obsiegt; was würde bleiben?

Einige Überlebende, das wissen die anderen auch. Deshalb bin ich überzeugt, dass es keinen Weltkrieg geben wird. Nur eine Gefahr besteht, dass man den verwundeten Bären reizt, wie wir es ja tun und auch andere Völker tun; denn der verwundete Bär ist gefährlich, wenn er in der Enge ist, wenn eine Diktatur noch die Macht besitzt, aber ihr Ende ihr bereits klar bevorsteht, dann ist sie am allergefährlichsten. Das möchte ich vermeiden, wobei ich natürlich weiss, dass unser kleines Land nur einen unwesentlichen Einfluss hat. Aber die Schweiz ist doch grösser als ihr Territorium und grösser als ihre Einwohnerzahl. Auf die Plattform kommt es an, darauf, wie man sich verhält. Hetzen wir nicht aus dem Hinterhalt, das ist die Aufforderung, die ich hier ausspreche, und ich hoffe, dass sie Widerhall finde, sogar ausserhalb unseres Landes, weil wir genau wissen, was das nächste sein würde, wenn etwas anders schliesslich die Oberhand gewänne.

Nun noch ein Wort zu unserer eigenen Sache als Schweizer. Als ich, sozusagen als politischer „Säugling“, vor 20 oder 21 Jahren in diesen Rat einzog, hatte ich den Mut, auf das glatte Parkett der Aussenpolitik zu treten – ich bedaure es nicht – und zu sagen, dass wir eine Politik zu führen hätten (eine Aussenpolitik), die uns gestattet, dass unsere Vertreter im Ausland über die breite Haupttreppe zu den massgebenden Herren gelangen und wir nicht an der Hintertüre unsere Geschäfte mit der zweiten oder dritten Garnitur erledigen müssten. Es ist nämlich unverkennbar, dass unsere Aussenpolitik auf einem nicht sehr hohen Niveau stand, es waren immer nur wirtschaftliche Belange, teilweise zweifelhafter Natur, zum Beispiel diese schmutzigen Finanzkonzerne, die im Ausland vertreten werden mussten; überhaupt die ganze Finanzgebarung, diese niederen Interessen haben unser Land tiefer gehängt; immer nur diese Uhren usw., nie grosse Ideen, wie sie unserem Lande anstünden. Dabei ist der Erfolg mässig. Ich muss zum Beispiel sagen, dass das Angreifen des Präsidenten Eisenhower persönlich in der Presse, einmal sogar durch das Radio, ungehörig war. Das hat nach meiner Ansicht unserem Lande geschadet. Es sollte möglich sein, die grossen Werte geltend zu machen, die elementar zum Vorschein kamen bei den Ereignissen in Ungarn. Das sind die Volksgefühle, das sind die Dinge, für die wir uns einsetzen sollten, und wir sollten Persönlichkeiten als Vertreter im Ausland haben, die diese Ideen bei jeder Gelegenheit vertreten. Ich bin heute noch der Auffassung, dass wir trachten sollten, dies zu ändern, die grosse Ehrenschild, die wir gegenüber den Auslandschweizern und Rückwanderern haben, getilgt werden sollte. Es geht nicht an, dass man Jahr um Jahr Unglücklichen Versprechen macht aus höchstem Munde, sieben Jahre lang immer wieder verspricht und zum Schluss dann das traurige Wort folgt: Ihr habt nur ein moralisches Recht. Das ist erschreckend, denn ich sage es: das Schicksal der Welt wird nach dem moralischen Recht gemessen und nicht nach rationalen Geschicklichkeiten. Das ist die grosse Wahrheit und darnach müssen wir handeln und unsere Ehrenschild tilgen.

Eine Unterkommission der Expertenkommission für Auslandschweizerfragen hat erklärt, es sei eine Ehrenschild, das dass Land seine Entschädigungspflicht erfülle. Dann aber kam der Druck von oben

und das Wort „Ehrenschild“ durfte nicht ins Protokoll aufgenommen werden. Das sind auch Methoden, die uns nicht zur Ehre gereichen. Ich bin der Auffassung, dass wir damit auch im Ausland kein gutes Ansehen erwerben. Man hat mir zum Vorwurf gemacht, dass ich bei ausländischen Ministern interveniert habe für unsere unglücklichen Auslandschweizer. Dazu möchte ich Ihnen sagen: ich habe in diesem Saal keinen Tadel gehört, als 65 Mitglieder des Parlamentes eine Motion unterschrieben zugunsten der deutschen Privateigentümer; nicht nur das, sondern sie erreichten es, dass ein Schweizer Vertreter bei den offiziellen deutsch-schweizerischen Verhandlungen zur Verteidigung deutscher Interessen an den Verhandlungstisch zugelassen wurde, dass man in Bonn gegen die Auffassung der schweizerischen Regierung bei der deutschen Regierung agitierte; wenn aber ein Schweizer dorthin geht und verteidigt das legitime Interesse derjenigen, die niemand verteidigt, der wehrlosen Auslandschweizer, dann wird das kritisiert. Das ist der Pegelstand für unsere Mentalität. Mit der richtigen Geisteshaltung dringen Sie aber bei den fremden Staatsmännern durch den kalten Staatsmann hindurch bis zum Herzen. Das habe ich fertiggebracht. Stundenlang konnte ich mich mit ihnen unterhalten, ich konnte ihr Herz gewinnen. Aber ich bin auf offiziellen Widerstand von der Gegenseite gestossen, so dass nichts mehr herauszuholen war. Glauben Sie mir, die Verachtung der Idee führt zu einem schlimmen Ende. Das hat sich gezeigt; auch im Inland kenne ich eine grosse Wirtschaftsgemeinschaft, wo die Kraft der Idee zum Ausdruck kommt, aber auch in dieser Auslandschweizerfrage hat sich die Macht der Idee gezeigt. Wir alle müssen doch unsere Hoffnung darauf setzen, dass das Recht gegen die Gewalt obsiegt. Das ist es doch, was an diesem Pult immer wieder zum Ausdruck kam, diese Zuversicht; dann müssen wir es aber doch auch so halten und unserer Pflicht bewusst sein, dass das Recht des Schwachen das ist, was es zu verteidigen gilt und dass es in einem Rechtsstaat gerade darauf ankommt, ob der Schwache zu seinem Recht kommt. Ich glaube also, dass auch wir nicht nur andere Regierungen und Regierungschefs kritisieren sollten, sondern einmal überlegen müssen, was wir selbst beitragen könnten, um der moralischen Macht zum Sieg zu verhelfen.

Was zu kritisieren ist und auch hier kritisiert wurde, ist, dass der Kontakt zwischen Parlament beziehungsweise seiner auswärtigen Kommission mit dem Bundesrat nicht genügend ist. Ich glaube, hier ist teilweise schon Abhilfe geschaffen worden. Die auswärtige Kommission soll sich rein konsultativ (denn die Aussenpolitik liegt beim Bundesrat) aussprechen können, und zwar bevor Entscheidungen fallen. Ich möchte auch kritisieren, dass der Bundesrat ohne Rücksprache zu einer Konferenz der grossen Fünf einlud und nachher Schaden verursachte, indem ja bekanntlich nur Russland versagte und die westlichen Mächte höflich (aber einigermaßen ironisch, Herr Bundesrat Petitpierre) diese Intervention ablehnten. Es war nach meiner Ansicht nur ein Dienst an der russischen Sache. Aber er ist entschuldbar. Der Bundesrat hatte das Gefühl, das ist auch in den Referaten zum Ausdruck gekommen, dass er handeln müsse. Aber es kommt darauf an,

intern einmal zu sprechen (was man bis heute verweigert hat) über die Einordnung der Schweiz in die Völkerfamilie, natürlich unter Wahrung unserer jahrhundertealten Neutralität. Ich glaube – und ich erwarte darauf eine Antwort –, das sollte besprochen und nicht abgeklemt werden, wie es schon geschehen ist. Es sind Möglichkeiten dafür vorhanden, die „situation unique“ der Schweiz zu wahren; ich kann diesen Plan nicht weiter ausführen der Zeitnot halber, aber eine interne Aussprache sollte darüber stattfinden.

Ich erwarte auch eine Antwort (innerhalb der Kommission konnte ich sie nicht erhalten), ob nicht Private sondieren sollten, die keine Verantwortung, wohl aber Zutritt zu den massgebenden Männern haben. Das wäre doch ein Weg, um sich voranzutasten, damit endlich unsere Rechtslage geklärt und unsere Funktion innerhalb der Uno irgendwie eingeschaltet wird. Wir dürfen nicht einfach den toten Mann machen und überhaupt nichts unternehmen, sondern wir müssen in dieser Zeit wachsam sein. Wir sind es auch unseren Soldaten schuldig, eine geistige Haltung zu haben; denn das Blut gibt man nur hin aus Überzeugung. Ich will nicht sagen, dass dieser Geist nicht vorhanden sei, aber es gilt, ihn zu erhalten und zu stärken. Das können Sie nur ideenmässig. Alle unsere Wirtschaftsverhandlungen mit dem Ausland, die kolossal erfolgreich sind, gehen auf den Komposthaufen der Geschichte, aber die Haltung in einer grossen Frage, wie zum Beispiel die Auslandschweizerentschädigungen, wird bleiben als ein Schandfleck, da hier nach elf Jahren das Problem nicht gelöst wurde, während kriegsgeschlagene Länder gewaltige Opfer brachten, ans Werk gingen und bereits Leistungen hervorbrachten. Soll die reiche Schweiz auf elende Art markten, bis viele gestorben sind und andere die Zuversicht auf Gerechtigkeit verloren haben? Dafür plädiere ich, und zwar nicht nur hier, sondern in der Welt. Wenn keine Gerechtigkeit ist, haben wir keine Zuversicht, in der Welt mit dem Recht selbst obzusiegen.

Wick: Ich möchte die Diskussion wieder auf den Boden zurückführen, von dem aus sie startete, auf die aussenpolitische Interpellation und auf die Antwort des Bundesrates.

Die katholisch-konservative Fraktion hat es begrüsst, dass der Bundesrat angesichts der gefährlichen weltpolitischen Situation dem Parlament Auskunft über diese Situation und über die daraus sich ergebenden Massnahmen des Bundes gab, wobei zugleich die Möglichkeit gegeben ist, sich in unserem Parlament über die bundesrätliche Aussenpolitik und über die daraus sich ergebenden aussenpolitischen Massnahmen auszusprechen. Ich wäre versucht, genau wie Herr Kollege Arthur Schmid, Ihnen als Journalist einige Bemerkungen zu machen, aber ich habe die Auffassung, dass dieses Parlament nicht ein Redaktionsbüro ist, sondern ein Forum, das offiziellen Charakter hat. Infolgedessen muss ich mir als Journalist hier eine gewisse Reserve auferlegen, die ich mir in der Zeitung nicht auferlegen muss.

Wir sind uns alle bewusst, dass Europa ein seines einstigen Glanzes beraubter, in der Ordnung seiner politischen und sittlichen Werte erniedrigter, gedemütigter Kontinent ist, den man in jeder Form

weiter demütigen, erniedrigen und provozieren kann, weil es sich nur zu papierenen Protesten aufzuraffen imstande ist.

So paradox es klingen mag, es gibt unter den europäischen Staaten, die aktiv oder passiv in die grossen Welthändler verwickelt sind, heute einen einzigen Staat, der im Glanz seiner vollen Ehre steht, und dieser Staat liegt jenseits des eisernen Vorhanges. Es ist Ungarn. Ungarn hat alles verloren ausser der Ehre, und hat damit alles gewonnen, um wieder glorreich aufzuerstehen. Ungarn ist zugleich auch die Ehrenrettung des Abendlandes, dessen Ehre sonst so schwer angeschlagen ist. Es geziemt sich auch heute wiederum, dem gefolterten Land und Volk der Ungarn unsere Bewunderung zu bezeugen, das stellvertretend auch für uns und auch für Europa leidet.

Eine Grundwelle der Entrüstung über die brutale Unterdrückung des ungarischen Volkes überflutet noch immer das gesamte Schweizervolk, das sich seit der nationalsozialistischen Gefahr nie mehr so einig wusste wie heute. Man erkannte, dass inmitten einer scheinbaren Ruhe, während serienweise Verhandlungen und Uno-Gespräche geführt werden, plötzlich das Unheil hereinbrechen könnte. Man erkannte, dass Friedens- und Konferenzgespräche, die allein auf die Sicherung eines ungestörten Besitzes gerichtet sind, uns unheilvoll über die innere Vulkanwelt der Menschen hinwegtäuschen können. Wir wurden uns wiederum bewusst, dass nichts ruhiger ist als eine Atombombe eine halbe Sekunde vor der Explosion.

Auch im Schweizervolk liess man allzulange schon beim leisesten Schimmer einer möglichen Friedensordnung den Willen zur aktiven Wachsamkeit und den Willen für die Opfer, die diese Wachsamkeit erheischt, erlahmen.

Die Vorgänge in Ungarn haben uns allen die Augen geöffnet, haben aber auch Fragen aufgeworfen, die bisher undiskutiert blieben, auch die wichtigste Frage unserer historischen gegebenen Aussenpolitik, die Frage der Neutralität. Man muss nur im Volke herumhorchen, namentlich bei der jungen Generation, die noch keine aussenpolitischen Erfahrungen hat. Diese jungen Leute sagen sich: Wenn schon eine ungeheure Kriegsgefahr besteht, wenn wir schon inmitten eines Kampfes der Ideologien stehen, der sich zum grössten Kampfe der Weltgeschichte ausgewachsen hat, wenn wir schon zu höchster militärischer Bereitschaft aufgerufen werden, können und dürfen wir dann in dieser Situation überhaupt noch unsere Neutralität aufrechterhalten?

Gerade angesichts dieser gefährlichen Fragestellung ist es zu begrüessen, dass der Bundesrat in der Beantwortung der Interpellation unserer aussenpolitischen Kommission ganz klar an der Maxime unserer Neutralität festhält. Die katholisch-konservative Fraktion stellt sich ebenso klar und bestimmt auf diesen Boden einer unverrückbaren Neutralität, nicht nur um des Selbstzweckes der eigenen Sicherheit willen, sondern weil der Wille zur Selbstsicherung in Form der bewaffneten Neutralität auch einen europäischen Sicherheitsfaktor darstellt, sofern man überhaupt noch von Sicherheit sprechen kann. Im Vertrauen auf diese unbedingte Neutralität, die die Schweiz mit ihrer Armee verteidigt, liegt

im europäischen Raum ein Sicherheitsfaktor, der als geschichtliche Tatsache anerkannt wird.

Die Bewertung unserer Neutralität hat im Laufe der Geschichte und gerade der Geschichte der letzten dreissig Jahre manche Schwankungen erfahren. Aber wir dürfen diese Neutralität nicht nach den Wertungen des Auslandes beurteilen. Für uns ist sie ein Wert von höchster Beständigkeit, und für diesen Wert setzen wir alle unsere Kräfte ein. Wir waren auch im letzten Weltkrieg als „eingekesselte Demokratie“ keinen Augenblick bereit, die Neutralität oder unsere Demokratie aufzugeben und uns einer sogenannten europäischen Neuordnung zu unterwerfen. Wir werden auch heute unter ähnlichen Schwierigkeiten oder noch grösseren Schwierigkeiten von morgen diese Neutralität nicht aufgeben. Wir danken dem Bundesrat, dass er in dieser Beziehung ganz klare Antwort gegeben hat, auch in bezug auf gewisse Bestrebungen einer Neuordnung in Europa.

Lassen wir allen Gefühlen für das unglückliche Ungarn freien Lauf, treffen wir aus diesem Gefühl heraus auch alle Massnahmen zur Linderung der Not, aber wir dürfen auch unsere ureigenste Pflicht dem eigenen Vaterland gegenüber nicht vergessen. Man darf nicht aus einem, aus dem Augenblick heraus geborenen Gefühl, mag es noch so edel und heilig sein, eine vierhundertjährige geschichtliche Existenzgrundlage preisgeben oder auch nur dramatisieren.

Es war in den letzten Wochen beruhigend zu sehen, wie unser Volk sich vertrauensvoll hinter den Bundesrat stellte und trotz gefühlsmässiger Ablehnung gewisser Beschlüsse vorbildliche Disziplin zeigte. Die beschämenden Hamsterkäufe freilich waren kein Ruhmesblatt. Dieses Blatt kann leider nicht einfach aus der Geschichte der letzten zwei Monate herausgerissen werden.

Gerade in kritischen Augenblicken müssen Volk und Regierung einig sein. Diese Einigkeit ist unsere Stärke. Einigkeit und Stärke ruhen auf den Grundlagen unseres geschichtlichen Daseins, und zu diesen Grundlagen zählt auch unsere Neutralität. Wir leben heute in einem Alarmzustand, der sofortige Bereitschaft notwendig macht. Trotzdem wollen wir diesen Zustand nicht unnötig dramatisieren, sondern in Ruhe unsere Vorbereitungen für alle Eventualitäten treffen in Form der Verstärkungen unserer militärischen, wirtschaftlichen und sozialen Landesverteidigung.

Vorsichtsmassnahmen sind namentlich auch notwendig hinsichtlich der Tätigkeit der Fünften Kolonne in unserem Lande und gegenüber der Miniarbeit gewisser ausländischer Vertretungen, die unter dem Schutze der diplomatischen Immunität sich frei bewegen können, wie niemand sich in diesen vertretenen Staaten bewegen kann.

Zum Schlusse gestatten Sie mir noch eine Bemerkung. So sehr wir an unserer historischen Neutralität festhalten, so sehr gibt es auf geistigem Gebiet keine Neutralität. Das Volk muss im Rahmen der militärischen Neutralität jede Freiheit haben, eine Katze Katze und einen Spitzbuben Spitzbube zu nennen. Das Volk denkt und fühlt hier durchaus sauber, klar und konsequent und ist sich einig, dass die Zeit einer trügerischen Koexistenz vorbei ist, über die bereits hier gesprochen wurde. In dieser

Beziehung hat über die historische Neutralität hinaus, über die zu wachen Sache unserer obersten Behörde ist, das letzte Wort nicht der Bundesrat, sondern das Volk, das in dieser Frage eine erfreuliche, eindeutige Haltung eingenommen hat. Heute sind wir wieder mehr als je zur militärischen, politischen, wirtschaftlichen und sozialen Landesverteidigung aufgerufen. Am wichtigsten aber ist die geistige und die sittliche Landesverteidigung, die alles andere in sich schliesst. Diese geistige und sittliche Landesverteidigung kann nicht behördlich befohlen werden, sondern ergibt sich aus dem Geiste des Volkes selber. Militärische Verteidigung kann man befehlen. Die sittliche und geistige Landesverteidigung entzieht sich jedem Befehl von aussen und gehorcht nur dem Befehl des Gewissens. Die obersten Behörden haben ihre Pflichten; aber auch das Volk hat Pflichten, die ausserhalb der behördlichen Pflichten und über diesen stehen. Diese verschiedenen Pflichten in Übereinstimmung zu bringen, ist die Aufgabe der Stunde. Der Bundesrat hat in dieser Hinsicht die gleiche Auffassung wie das Volk und das Volk die gleiche Auffassung wie der Bundesrat. Die heutige Antwort des Bundesrates hat darüber Klarheit geschaffen. Diese Antwort bedeutet eine politische und moralische Stärkung unseres Landes. Unsere Fraktion spricht dem Bundesrat für seine klare Antwort den verdienten Dank aus.

Buri: Seit mehr als zehn Jahren haben die kleinen Völker Europas die Aufgabe, gewissermassen zwischen zwei Schwerpunkten, dem Schwerpunkt Ost und dem Schwerpunkt West, zu liegen. Vorab hat man den Eindruck, man befinde sich da und dort zwischen Hammer und Amboss. Wir haben uns gewöhnt an die Folgen des Eisernen Vorhanges, an einen Kalten und an einen Nervenkrieg mit zeitweisen bedrohlichen Kriegsgefahren, und wir erlebten in jüngerer Zeit die Verabreichung von Koexistenz-Beruhigungspillen. Auch wir Schweizer schienen uns also an diese Art Frieden einigermassen gewöhnt zu haben, ja einzelne waren sogar voll guten Glaubens und schlugen deshalb vor, nun die militärischen Ausgaben massiv abzubauen. Ab und zu hat man auch den Eindruck gehabt, dass den wirtschaftlichen Bedürfnissen im eigenen Land nicht mehr die Beachtung geschenkt wird, die sie eigentlich verdienen würden. Volksabstimmungen der letzten Zeit haben besonders unter dieser gewissen Sorglosigkeit nicht mehr die notwendige Aufmerksamkeit gefunden, und es wäre sehr wohl möglich, dass heute die eine oder andere Abstimmung anders ausfallen würde! Nun hat es allerdings aus diesem Zustand der Seligkeit ein Erwachen ergeben, das die meisten nicht gehant hatten. Vom Gewitter im Nahen Orient haben wir Blitze gesehen, ja schweres Donnerrollen gehört, und man ahnte, dass die Entwicklung, die vor allem Präsident Nasser einleitete, nichts Gutes erwarten liess. Sein Griff nach dem Suezkanal hat Folgen gehabt, die uns zur Besinnung bringen müssen, dass wir auch dort einige Interessen haben, nicht nur die Engländer und Franzosen. Inwieweit die ganze Angelegenheit zu einem zweiten München geführt hätte, wenn nicht diese Mehrzweckaktion der Engländer und Franzosen eingeleitet und ausgelöst worden wäre, vermögen wir

nicht einwandfrei abzuklären. Sicher ist aber, dass es manchem als unverständlich aufgefallen ist, dass die grossen Mächte des Westens sich ohne Fühlungnahme zu derartigen Polizeiaktionen entschieden. Inwieweit sich das Unternehmen gelohnt hat, wollen wir hier auch nicht beurteilen. Es ist das nicht unsere Sache; das werden diejenigen tun müssen, welche die Kosten dieser Zeche schlussendlich noch bezahlen müssen. Vorläufig tragen wir mit höheren Transportkosten und Frachten sowie mit einigen Einschränkungen einen sehr bescheidenen Solidaritätsbeitrag.

Begreiflicherweise waren unsere Blicke besonders den Ereignissen zugewendet, die sich seit einiger Zeit im Osten Europas abspielten. Wir fragen uns immer wieder: Was muss sich alles zugetragen haben, bis sich die Völker, die sich nun mehr als zehn Jahre im kommunistischen „Paradies“ befanden, erhoben haben, in Polen mit einigem Erfolg, in Ungarn unter diesen unglücklichen Begleitumständen, im Nahen Orient mit weniger Erfolg. Durch die Tragödie des heldenhaften ungarischen Volkes ist uns allen in furchtbarer Weise zum Bewusstsein gebracht worden: Wo sich ein Volk, nur mit primitivsten Waffen ausgerüstet, gegen einen mächtigen Gegner erhebt, wo Zehntausende ihr Leben einsetzen, da können wir uns nur an die Worte erinnern: „Lieber den Tod, als in der Knechtschaft leben“. Seit den Kriegsjahren ist uns wahrscheinlich nie so eindringlich zum Bewusstsein gebracht worden, dass Freiheit und Unabhängigkeit keine leeren Worte sind, und manch einer mag gleich das ungarische Volk mit den Freiheitskämpfen der alten Eidgenossenschaft verglichen haben. Wo der Wille zur Freiheit und die Menschenwürde derart brutal zertreten werden, wo die Menschenrechte in Blut und Elend untergehen müssen, wo Konzentrationslager und Deportationen wieder auferstehen, da ist es verständlich, dass freie Menschen mit ihrem Mitgefühl nachgehen mussten. Da mussten diese Schandtaten irgendwie eine Reaktion auslösen, so vorab in unserer Presse, dann auch durch die Demonstrationen und Versammlungen. Der Grund der ungeheuren Empörung im ganzen Lande liegt ja zudem noch darin, dass man deutlich verspürt, dass der Kampf um die Freiheit in Ungarn auch ein Teilstück des Kampfes um die Freiheit überhaupt ist. Darum wurden jetzt vielleicht in unserem Volk Massnahmen verlangt, die nach den Ansichten unserer Landesregierung und auch den unsrigen sicher zu weit gehen. Man hat den Abbruch der diplomatischen Beziehungen zur Sowjetunion, dann namentlich auch den Abbruch der kulturellen und wirtschaftlichen Beziehungen verlangt. Dass dies nicht die Lösung sein kann, ist uns allen heute klar. Die Schweiz hat in der Völkerfamilie eine ganz andere Aufgabe, nämlich diejenige, die sie in ihrer aussenpolitischen Devise „Neutralität und Solidarität“ nach den Ausführungen unseres hochgeschätzten und verehrten Aussenministers praktisch anzuwenden sucht. Sollen wir Böses mit Bösem vergelten, oder sollen wir nicht vielmehr versuchen, in jenem Land die Stimme der Vernunft und auch der Christlichkeit zu erheben? Über die kulturellen und wirtschaftlichen Beziehungen hat ja weitgehend der Staat nicht zu entscheiden. Es wird sich bald zeigen, ob wir hier in der Wirtschaft den Gewinn voran-

stellen oder auch da die Politik immer über alles stellen werden, nämlich dann zum Beispiel, wenn es sich darum handeln wird, unter Umständen Erdöl aus dem Osten zu kaufen oder andererseits Gewinne einzuschränken, insbesondere auch Bequemlichkeiten aufzugeben. Für uns Schweizer waren diese schweren Tage ein politischer „Lehrplatz“ ohnegleichen. Was jahrelange Aufklärung nicht zustande brachte, ist nun an diesem Beispiel praktisch vor-demonstriert und nun geglaubt worden! Die Rolle der auslandhörigen kommunistischen Parteien wurde entlarvt, und wir möchten wünschen, dass sie nun in allen Kreisen und für alle Zeiten diesen Anschein haben. Aufgerüttelt aus der Lethargie, ja vielfach der politischen Abstinenz, sind wir aus diesen Tagen hervorgegangen.

Besonders gefreut hat uns die Haltung unserer Jugend. Wo man Bedenken hatte, dass der Sport ihre einzigen Interessen darstelle und Wohleben und Hochkonjunktur sie verzogen hätten, da hat die Jugend in einer Art und Weise reagiert, die uns nur Freude machen kann. Die militärischen Konsequenzen haben zum Ziel, die Zersetzungserscheinungen zum Verschwinden zu bringen. Es gilt nun, vernünftig weiter auf- und auszubauen. Aber es gilt, auch daran zu denken, dass unsere Verteidigungsmassnahmen unseren Möglichkeiten und den schweizerischen Eigenschaften angepasst werden müssen.

Was die wirtschaftlichen Probleme anbetrifft, mussten wir feststellen, dass leider vielfach Vertrauen und Besonnenheit nicht an der Tagesordnung waren, sondern einem rücksichtslosen Egoismus Platz machten. Hamsterkäufe wurden überall getätigt, besonders bei Zucker, Öl, Fett, Reis und vielem andern mehr. Ja, es erweist sich wieder, dass nun zum Beispiel unser eigener Zucker ungefähr 20 Franken billiger ist als der aus dem Ausland importierte. Das zeigt uns doch mit aller Klarheit, dass unsere eigene Versorgungslage, wie die militärische Bereitschaft, weiter gefördert werden sollte. In bezug auf die Treibstoffversorgung: Ich hatte hier seinerzeit Gelegenheit, als Präsident der vorberatenden Kommission über das Gesetz betreffend die wirtschaftliche Kriegsvorsorge einige Ausführungen anzubringen. Dort stellte ich fest, und es hat sich inzwischen bewahrheitet, dass die Vorrats-haltung einfach mit der stark entwickelten Motorisierung nicht Schritt hält. Die Quintessenz ist jedenfalls die, dass wir Sorge tragen auch zur Wirtschaft im Inland, damit wir nicht in Schwierigkeiten kommen. Wir sehen, dass es sehr wenig braucht, um hier Schwierigkeiten zu erhalten.

Ich schliesse damit meine Ausführungen. Ich habe die Ehre, hier namens und im Auftrag der Bauern-, Gewerbe- und Bürgerfraktion dem Bundesrat für die Art und Weise zu danken, wie er gehandelt hat; seine erste Verlautbarung hat überall Vertrauen ausgelöst und wurde unterstützt. Wenn auch der Appell zu einer „Besprechung auf höchster Ebene“ etwas weit ging, sogar gewisse Risiken in sich schloss, so möchten wir doch feststellen, dass der Bundesrat in kritischen Stunden das getan hat, was wir von ihm erwarten durften. Wir danken auch der Presse, dem Radio und besonders dem gesamten Schweizervolk für die gesunde Reaktion und die Hilfsbereitschaft und möchten wünschen, dass diese

Wachsamkeit weiter erhalten bleibe und durch unsere Haltung dem ungarischen Volke die Sympathie des Schweizervolkes zum Ausdruck gebracht wird.

Jaekle: In den letzten Wochen sind zwei ausserordentlich erhellende Schlaglichter auf die Lage des westlichen Kontinentes gefallen. Das erste: Am 17. November gelangte die Sowjetunion mit neuen Abrüstungsvorschlägen an die Regierungschefs der Vereinigten Staaten, Grossbritanniens, Frankreichs, Chinas und Indiens. In dieser Erklärung wurde festgehalten, dass, falls die Sowjetunion tatsächlich aggressive Absichten hegte, sie durchaus zu einem Angriff auf die Streitkräfte des Atlantikpaktes auslösen könnte. Sie vermöchte dies ohne den Einsatz von Nuklear- und Fernwaffen zu tun. Die strategische Lage, so heisst es, in Westeuropa sei noch vorteilhafter als am Ende des Zweiten Weltkrieges. Damals hätten die sowjetischen Streitkräfte ganz Westeuropa besetzen können.

Das zweite: Als diese Verlautbarung erschien, stand der ungarische Aufstand im 27. Tage, und er ist bis heute nicht abgeflaut. Wir stehen also auf der einen Seite unter dem Eindruck des Schattens einer bedeutenden Bedrohung; auf der andern Seite aber können wir im Hinblick auf den ungarischen Aufstand mit einer gewissen Zuversicht in die Zukunft sehen; dies dann, wenn wir den Willen haben, den Wirklichkeiten ins Auge zu blicken. Dazu gehört aber die Einsicht, dass Europa als geistige, politische und wirtschaftliche Identität gefährdet ist. Wir sind im Westen aus zerstückelten Randstaaten zu einer Notgemeinschaft geworden, dies hat uns Ungarn gelehrt und dies hat uns der Flüchtlingsstrom, der von Österreich her über uns flutete, beigebracht. Diese Notgemeinschaft muss sich ihrer selbst bewusst werden und die Konsequenzen ziehen.

Wir haben eine bedeutende Reihe geschichtlicher Hypothesen zu überwinden. Fast alle europäischen Staaten haben miteinander je einmal im Kriege gelegen und viele Fragen sind noch nicht geklärt. Dazu betonen wir mit Vorzug die geistigen Unterschiede, statt dass wir, wie es nottäte, die gemeinsamen Werte unterstreichen. Dazu kommt ein wichtiges geschichtliches Gesetz: Je mehr wir uns im Verlauf der Jahrhunderte zur Demokratie hin entwickelten, um so mehr zerfielen – entgegen der Erwartung – die grossen staatlichen Einheiten, etwa das Römische Reich deutscher Nation oder das österreichisch-ungarische Völkerreich. Wir splittierten uns im Verlauf der Entwicklung zu Nationalstaaten auf; dies uneingedenk der Forderung, dass wir auf grosse Einheiten zusteuern sollten. Wir müssen also unsere Ausgangspunkte vom Nationalstaat hernehmen.

Carlo Schmid, der Vizepräsident des Deutschen Bundestages, hat an der Konferenz des parlamentarischen Rates der Europabewegung im September dieses Jahres ausgeführt, Europa könne, wie die Formel „Europa zwischen Ost und West“ sage, nicht mehr agieren, sondern nur noch reagieren. Die Pole des neuen politischen Systems seien in Moskau, in Washington und irgendwo in Asien zu suchen. Ein vereinigtes Europa sei deshalb ferne gerückt. Wenn wir uns aber einen Augenblick lang Zahlen vergegenwärtigen, so wird uns die Verpflichtung, die uns aufgebürdet ist, doch wohl klar. Nach den

Statistiken der Vereinten Nationen des Jahres 1954 zählt Nordamerika 233 Millionen Einwohner, die Sowjetunion ungefähr gleichviel, nämlich 214,5 Millionen; Europa, wenn Sie Irland und England, trotz der antikontinentalen Politik miteinrechnen, 407 Millionen; wenn Sie aber diese Staaten ausschliessen, ist der verbleibende Block immer noch stark genug, wenn er sich nur entschliessen könnte, zu einer einigermaßen einheitlichen Tat durchzufinden.

Welches ist aber der Weg? Wer von der wirtschaftlichen Integrität Europas spricht und damit eine organische wirtschaftliche Ganzheit im Auge hat, also ein zentral regiertes Europa voraussetzen muss, ist heute, das müssen wir festhalten, ein hoffnungsloser Idealist. Der Weg der Wirklichkeit hat andere Gesetze. Wir müssen in einem System von immer engeren vertraglichen Bindungen hinüber und herüber fortschreitend den Grundgedanken der europäischen Notgemeinschaft verwirklichen, und wir müssen dies gegen die Schwerkraft der Entwicklungen tun. Wir haben nicht den Integrationsmechanismus der Sowjetunion zur Verfügung, und wir haben auch nicht die Möglichkeit, nach der Reisschiene zu verfahren, wie das seinerzeit Amerika tun konnte. In diesem Sinne müssen wir die Mahnung, die Professor Marbach vor einigen Jahren aussprach, als zu Recht gelten lassen, dass erst auf der Trümmerstätte Europas eine vollkommene Zoll-einheit etwas anderes wäre als eine reine Utopie.

Was aber können wir denn tun? Wir müssen die europäische ökonomische Vertragsordnung im Leistungswettbewerb lebendig erhalten und lebendig gestalten. Wir müssen dies tun, indem wir innerstaatlich zweckmässigere Produktionsteilungen aufnehmen. Wir müssen dies ferner tun, indem wir die Wirtschaftskosten der europäischen Staaten vielfältig allmählich senken. Wir können den kostengünstigsten Produktionsstandort nicht verwirklichen, weil wir der kulturellen Differenziertheit wegen auf zu grosse Werte verzichten müssten. Die europäische Einheit ist deshalb kein Akt von Gründungen, sondern es ist eine Frage der Gesinnungs-übereinkunft.

In diesem Zusammenhang möchte ich Sie doch daran erinnern, dass vielfältige Versuche unternommen worden sind, die die wirtschaftliche Integration betreffen; teils scheiterten sie, teils schritten sie voran. Es kommt dabei nicht darauf an, dass sie zuweilen versagen, sondern dass sie unentwegt im Auge behalten werden. So haben etwa die Aussenminister der sechs Montanunionstaaten auf der Konferenz in Messina eine Kommission von Regierungssachverständigen geschaffen, die 1955 in Brüssel denn auch tagte. Damals wurde die Währungseinheit vorausgesetzt und postuliert, auch wenn England des Empires wegen gewisse Vorbehalte anmeldete. Damals wurde auch der Zollschutz gefordert; Forderungen, die sehr weit gehen, die aber als Fernziel doch wohl angepeilt werden müssen. Wir müssen die Spielregeln des freien Wettbewerbs zwischenstaatlich wirksam werden lassen.

Voraussetzung allerdings dürfte für ganz Europa sein, dass wir eine Produktionssteigerung herbeiführen, und dies zwar des Lohngefälles wegen in Umstellung auf die neuen Bedürfnisse der Weltwirtschaft. Wir müssen vom Export von Konsum-

gütern auf den Export von Produktionsgütern übergehen, weil der weltweite Markt der Industrialisierung unersättlich bleiben wird. Nur so lassen sich die bedeutenden Standarddifferenzen, die wir in Europa vorfinden, nach und nach ausgleichen.

Ich will Sie nicht an die vielfältigen anderen Bestrebungen erinnern, etwa den Europarat, der immerhin acht verschiedene Konventionen geschaffen hat. Wenn wir über den Europarat lächeln, so nehmen Sie zur Kenntnis, dass wir über unser eigenes Schicksal und unsere eigene Schwäche lächeln. Ich möchte in diesem Zusammenhang ferner nicht auf die Atomkraftproduktion, auf die schwierige Frage einer gemeinsamen Agrarpolitik und einer europäischen Agrarschule zu sprechen kommen, sondern nur Stichwörter geben, denn ich kann in der zur Verfügung stehenden Zeit diesen Fragen nicht gerecht werden.

Folgende Schlussfolgerungen müssen wir aber gebieterisch ziehen: Auch in innenpolitischen Entscheidungen sind künftig die europäischen Kriterien beizuziehen und sprechen zu lassen. Wir müssen bei innenpolitischen Entschlüssen über unsere Grenzen hinwegblicken. Sodann möchte ich Sie persönlich bitten: Nehmen Sie die Petition für die Mitarbeit der Schweiz im Europarat geneigten Sinns entgegen. Es wäre auch wünschbar, dass die Eidgenossenschaft die Initiative ergreifen würde, die europäische Politik auf dem realen Boden, der uns gegeben ist, voranzutreiben. Dies dürfte zu unserer eidgenössischen Sendung gehören.

Zum Schluss habe ich den Auftrag, Ihnen folgende Fraktionserklärung zur Kenntnis zu bringen:

Die Nationalratsfraktion des Landesringes der Unabhängigen bezieht über dem Hintergrund des heroischen ungarischen Aufstandes und der unmenschlichen Knebelung eines ganzen Volkes durch eine fremde Macht zur Aussenpolitik der Eidgenossenschaft wie folgt Stellung:

1. Die Fraktion ist im Gedanken an die revolutionäre Kraft der Freiheit der Überzeugung, dass die traditionelle Neutralitätspolitik unseres Landes von allen Tagesereignissen unabhängig nach wie vor entschieden und kraftvoll vertreten werden muss und kann. Der Wehrwille der Schweiz rechnet mit der überschattenden Tatsache der sowjetischen Machtherrschaft, deren Methoden wir zutiefst verabscheuen.

2. Die Fraktion ist des Glaubens, dass unsere geradlinige und geschichtlich verwurzelte Aussenpolitik geeignet ist, die brüderliche Solidarität der europäischen Schicksalsgemeinschaft kraftvoll zu fördern.

3. In diesem Sinne fordert sie vom Bundesrat eine aktive Aussenpolitik der Menschlichkeit sowie des kulturellen und wirtschaftlichen Aufbaues.

4. Die Fraktion ruft die schweizerischen Parteien auf, den weitermottenden Kommunismus in unserem Lande in gemeinschaftlicher Anstrengung durch Beseitigung aller sozialen Ungerechtigkeiten zu bekämpfen.

5. Die Fraktion verlangt, dass alle wirtschaftlichen, kulturellen und sportlichen Beziehungen zur Sowjetunion ohne Konzession und ohne jede weichliche Vergesslichkeit abgebrochen werden, dies solange, bis eindeutige Tatsachen vorliegen, die den

der Sowjetunion benachbarten Völkern den Weg in die Freiheit nach ihrem eigenen Willen sichern.

6. Wir verlangen über die Einordnung der neutralen Schweiz in die Völkerfamilie eine eingehende Aussprache in den zuständigen parlamentarischen Kommissionen.

M. Vincent: Il serait inutile (et d'ailleurs coupable) d'essayer même de contester qu'un changement est intervenu dans la situation internationale depuis les derniers débats que nous avons pu avoir sur la politique extérieure. Il n'est malheureusement pas douteux que la détente internationale qui s'amorçait, qui se précisait et que nous avons tous saluée avec soulagement, a été compromise par les derniers événements, aussi bien ceux de Hongrie, que ceux du Moyen-Orient, entre lesquels d'ailleurs il nous paraît impossible de ne voir aucun lien.

Il n'est pas moins certain qu'à deux reprises, l'Europe et le monde ont échappé à la guerre qui menaçait et que tout danger n'est pas encore écarté.

Nul plus que nous ne déplore que le fruit de tant d'efforts ait été ainsi compromis, si rapidement et brutalement compromis, que certains parlent déjà d'un retour à la période de guerre froide et de surarmement.

Que le danger de guerre ait été très réel, nous en voyons la preuve dans la proposition même faite par le Conseil fédéral, le 6 novembre, proposition solennelle et pressante que nous avons approuvée et saluée. Le fait qu'elle ait été formulée, et formulée sous cette forme-là, à ce moment-là, nous indique assez que le péril était grave. Car nous nous souvenons fort bien qu'en réponse à deux postulats développés à cette tribune et demandant une intervention du Conseil fédéral pour l'interdiction de l'arme atomique, le gouvernement nous avait répondu qu'il n'excluait pas une telle démarche ou une démarche semblable mais qu'il se réservait d'intervenir éventuellement au moment qu'il jugerait le plus opportun, ce qui revenait à dire à l'heure la plus grave, où une telle intervention serait la plus utile, la plus nécessaire.

Nous sommes donc bien en droit de penser que ce moment était venu le 6 novembre.

Mais cela signifie-t-il que tout soit fondamentalement changé, que l'aggravation indéniable de la situation internationale exclue tout espoir? Nous ne le pensons pas; nous nous défendons de le penser.

Car si l'on s'orientait sur le retour à la politique de guerre froide et de préparation à la guerre, on se verrait alors contraint d'accepter la course aux armements et à une catastrophe apocalyptique, à un suicide généralisé des grandes et des petites nations.

On est donc bien obligé d'espérer, d'espérer que la raison l'emportera malgré tout, malgré les haines, malgré les ruines, et qu'un cataclysme guerrier sera évité, qu'on dépassera la période de la politique des blocs (il semble d'ailleurs qu'aussi bien le bloc des Etats adhérents à l'O.T.A.N. que celui de Varsovie aient subi, ces dernières semaines, des ébranlements et des modifications). Il semble malgré tout raisonnable d'espérer qu'on s'acheminera au retrait des troupes étrangères de tous les pays et à

la renonciation à la politique des bases militaires ou autres en pays étrangers.

C'est parce que l'appel du Conseil fédéral du 6 novembre nous a paru de nature à contribuer à une telle évolution et à détourner les grandes puissances d'une politique de force que nous l'avons approuvé et salué, quant au principe même, quant à la forme qui lui a été donnée et quant à l'appel à la participation de l'Inde, représentante présumée des Etats de Bandoeng. (Le Conseil fédéral nous répondra sans doute – s'il nous répond – qu'il fait peu de cas de notre approbation. Il nous l'a déjà dit en d'autres circonstances. Peu importe, et les idées que nous exprimons ici ne sont ni de gauche, ni de droite, ni marquées à un sceau quelconque, elles sont tout simplement bonnes ou mauvaises, quel que soit celui qui les exprime.)

L'Union soviétique et l'Inde ont fait savoir presque immédiatement qu'elles étaient prêtes à participer à la conférence des grandes puissances proposée par le Conseil fédéral et qu'elles remerciaient la Suisse de l'avoir suggérée. Les Etats-Unis, la France et l'Angleterre, en des termes divers, ont fait connaître qu'ils préféreraient voir se poursuivre les procédures normales de l'O.N.U. mais n'ont cependant pas définitivement et totalement exclu l'idée d'une conférence à cinq pour laquelle notre pays offre son hospitalité et ses bons offices.

Il n'est donc pas impossible que, dans certaines circonstances, notre pays puisse rendre encore un signalé service à la cause de la paix.

Mais alors – et c'est ici que nous avons à dire d'autres choses que ce qui a déjà été exprimé – on compromettrait cette politique-là, qui est une politique de conciliation et de paix, cette politique essentielle, si par ailleurs on conduit des campagnes inconsidérées inspirées par la psychose de guerre ou par certains phénomènes dont il sera bien permis de dire qu'ils confinent à l'hystérie, cela sur divers plans.

Sur le plan militaire, par exemple, personne ne pourrait raisonnablement contester que nous avons vu s'accumuler un monceau de propositions désordonnées, déraisonnables, parfois ahurissantes, où le meilleur se mêlait au pire et dont l'addition, pure et simple, donnerait un total inconcevable; que sur ce plan, nombreux sont ceux qui manquent de sang-froid; le chef du Département militaire lui-même l'a laissé entendre.

Sur le plan politique, nous sommes résolument opposés à toute rupture de relations diplomatiques, cela va de soi, et avec qui que ce soit mais aussi et tout aussi résolument à la rupture de relations économiques, à toute politique de discrimination, de mise à l'index, de listes noires, qui a du reste démontré sa totale inutilité à tous les points de vue. Et c'est avec la même détermination que nous nous prononçons pour le maintien de relations culturelles, scientifiques et sportives dont la rupture ne servirait personne, nulle part et pas davantage dans notre pays.

Enfin, sur le plan de la politique intérieure, il nous semble évident aussi qu'on ne favorise pas la difficile résurrection de ce qu'on a appelé «l'esprit de Genève» par des campagnes antisoviétiques et anticommunistes frénétiques et haineuses qui ont, comme on sait, abouti à certains désordres et à des

manifestations devant des locaux ou des réceptions diplomatiques.

Qu'on nous entende bien et qu'on ne nous fasse pas dire ce que nous ne voulons pas dire: Il est évident que des événements aussi graves et aussi douloureux à tant d'égards que ceux auxquels nous avons assisté doivent nécessairement donner lieu à des discussions et à des discussions passionnées, à des polémiques, et à des polémiques vives. Cela est normal et nous dirons même, dans un certain sens, nécessaire et sain. Mais nous voulons faire allusion aussi aux menaces, aux violences, aux proscriptions, aux excommunications majeures, aux exclusions et aux divisions que certains préconisent ou emploient, à cette atmosphère empoisonnée que certains voudraient créer.

Là encore, qu'on nous comprenne bien: Si nous le disons, ce n'est pas par crainte. Nous en avons déjà vu et subi d'autres alors que nous étions plus faibles que nous ne le sommes. Nous le disons parce que ces campagnes forcenées nous paraissent nuisibles, misibles à la cause de la paix, par conséquent, et en définitive, nuisibles aux intérêts de notre pays.

Nous avons déjà souvent répété à cette tribune qu'une politique fait un tout. Aujourd'hui, une politique de neutralité active, une politique de conciliation, une politique de paix comporte une certaine attitude générale, une certaine modération (permettez le mot) qui n'est aucunement une neutralité morale ni une lâcheté.

Nous souhaiterions quant à nous, que soient de plus en plus nombreux ceux qui observent une telle attitude, parce que nous pensons que ce devrait être un privilège de notre pays, que c'est une des chances de la paix, une chance et un espoir qu'il faut veiller à ne pas compromettre.

M. Borel Alfred: Comme vous tous, j'ai suivi avec attention l'exposé de M. Petitpierre, conseiller fédéral. Je voudrais me permettre d'en souligner la partie que j'aimerais appeler européenne.

Chaque menace pour les pays d'Europe occidentale fait faire un pas en avant à l'idée de l'intégration européenne. Il n'en est pas autrement dans notre pays où, en particulier, une pétition réclamant une intervention du Conseil fédéral en faveur de cette intégration se couvre actuellement de signatures.

C'est un phénomène constant: une menace d'ordre international fait plus pour la cohésion et l'unité européenne que des mois, si ce n'est des années d'active propagande. Je voudrais à cet égard souhaiter que, malgré sa réserve, le Conseil fédéral ne perde pas un instant de vue la nécessité pour notre pays de s'associer dans toute la mesure compatible avec notre neutralité à tous les efforts d'unité entrepris par un continent qui a été unanime à condamner l'action soviétique en Hongrie et qui, à chaque menace extérieure, comprend mieux la solidarité qui l'unit, solidarité qui seule lui permettra d'assurer au monde un certain nombre de valeurs humaines qui sont actuellement bafouées par certains, valeurs humaines qui n'en font pas moins la dignité de l'homme.

Cela dit, qui n'est pas une réserve mais un modeste commentaire à l'exposé magistral de M. Petitpierre, conseiller fédéral, je voudrais simplement lui

dire que la Suisse romande tout entière, à l'exception d'une minorité insignifiante et incorrigible, s'est félicitée de la politique suivie récemment par le Conseil fédéral et a applaudi à ses initiatives.

Deux mots enfin en ce qui concerne l'intervention de notre collègue, M. Vincent. Il y a des thèses qui sont si irréelles, si contraires aux faits et à la bonne foi qu'on perdrait son temps à les discuter. Il y a des conseils que les députés communistes n'ont pas, actuellement en tout cas, le droit moral de donner ici. (M. Forel: On est libre de dire ce qu'on veut.) Il y a enfin des accusations qui ont été portées hier et qui le seront sans doute demain à l'adresse de notre pays, de notre peuple et de ses magistrats que l'on ne peut traiter que par le mépris.

M. Reverdin: Le groupe libéral, au nom duquel j'ai l'honneur de prendre la parole, désire tout d'abord dire au Conseil fédéral qu'il lui est reconnaissant d'avoir fait preuve, pendant les semaines tragiques qui viennent de s'écouler, d'une attitude si ferme et si digne. On peut diverger d'opinion au sujet de l'invitation adressée aux quatre grands et à l'Inde; il est, en revanche, certain que la déclaration faite au soir du 4 novembre a été l'expression adéquate des sentiments de douloureux atterrement qu'éprouvait le pays tout entier devant l'horreur des événements. Elle a contribué à retremper le sentiment national. De même, en accordant aux réfugiés hongrois une large hospitalité, le Conseil fédéral a été en parfaite communion avec le sentiment populaire.

A l'exception de quelques dévoyés, dont l'attitude chaque jour nous dégoûte davantage, tous les Suisses sont parfaitement au clair sur leurs sentiments. Point n'est besoin de grands mots pour les exprimer. Le silence des démonstrations qui ont eu lieu dans nos villes les ont manifestés de la manière la plus digne.

Notre devoir n'est-il pas d'ailleurs de contenir la violence de ces sentiments? Ne l'oublions pas, la Suisse n'a cessé de proclamer que sa neutralité la rendait disponible pour certaines tâches pacifiques au service de la communauté internationale. On a fait appel à elle. Ce sont nos légations qui protègent dans plusieurs pays arabes les intérêts de la France et de l'Angleterre. Ce sont les avions de la Swissair qui ont été choisis pour les premiers transports de la force de police des Nations Unies en Egypte. Ce sont surtout des citoyens suisses qui distribuent en Hongrie les secours de la Croix-Rouge. Ne compromettons pas leur action par des propos inconsidérés ou par des excès que leur violence même rendrait dérisoires face aux tragédies dont nous sommes les témoins humiliés et impuissants.

Qu'on me comprenne bien: il ne saurait s'agir pour nous de ne pas extérioriser l'aversion profonde que nous éprouvons pour le communisme comme pour la brutalité de l'impérialisme russe mais bien de savoir observer, dans nos actes comme dans nos propos, la retenue et l'objectivité qui conviennent à un petit Etat chargé de missions délicates.

Le groupe libéral estime que le Conseil fédéral a eu raison de mettre d'emblée l'accent sur l'universalité de nos relations diplomatiques. Nous ne rendrions service à personne, nous compromettrions les interventions utiles que les circonstances peuvent

nous réserver encore, si nous nous livrions à des ruptures spectaculaires. En revanche, avec les représentants des Etats dont la conduite nous révolte, nous devons limiter strictement nos rapports aux contacts officiels indispensables. Tout indique qu'en ce moment les représentants diplomatiques de ces pays ont reçu pour instructions de chercher à renouer des contacts personnels, culturels, scientifiques ou autres. Ils doivent, dans notre pays, se heurter à un mur. Aucun Suisse digne de ce nom ne peut, en ce moment, avoir avec eux le moindre contact.

La question a été posée de nos rapports avec les institutions dont le but est de donner une expression au besoin d'unité pressant mais confus, qui travaille l'Europe. De divers côtés, dans la jeunesse surtout, on souhaite que notre pays adopte, à l'égard du Conseil de l'Europe, une attitude plus positive. Sans doute n'avons-nous pas grand-chose à attendre, dans l'immédiat, de notre adhésion à ce conseil ou de l'envoi d'observateurs. Face à de telles institutions, notre réalisme helvétique tend à faire de nous des sceptiques. Il ne nous en paraît pas moins désirable que le Conseil fédéral soumette la question à un nouvel examen, ne serait-ce que pour démontrer que nous savons notre destin solidaire de celui de l'Europe et que nous sommes prêts à courir certains risques. A cet égard, je puis personnellement me rallier sans réserve à ce que viennent de dire à ce sujet nos collègues, MM. Jaeckle et Borel.

Un dernier point: Les événements du Moyen-Orient nous ont déçus. C'est avec douleur que nous avons vu les bombes larguées sur des objectifs militaires faire des victimes parmi les civils innocents. C'est avec regret que nous avons vu deux puissances amies recourir à la force des armes pour régler un conflit et redresser des torts.

Ces événements, toutefois, et les méthodes du président Nasser, que nous ne saurions approuver, ne doivent pas détourner nos préoccupations de cette tâche constructive, essentielle pour l'avenir de la paix, qu'est l'aide aux pays dont le développement économique est en retard. La Suisse doit, dans ce domaine, se montrer active et généreuse. C'est là une réalité fondamentale que le groupe libéral tient à rappeler dans ce débat de politique étrangère, comme il tient à affirmer une fois de plus son adhésion sans réserve à la défense nationale et à toutes ses exigences, morales et matérielles.

Bucher: Am Ende dieser aussenpolitischen Aussprache muss man eigentlich nur feststellen, dass sämtliche Redner gar nichts anderes sagen konnten, als dass die Aussenpolitik des Bundesrates zu billigen ist. Es konnte nichts anderes gesagt werden, weil die Politik des Bundesrates von gestern die von heute sein muss und die der Zukunft sein wird, die Politik der Neutralität und der Solidarität, wie sie uns so oft von Bundesrat Petitpierre hier dargelegt wurde und stets die Billigung der Volksvertretung gefunden hat. Ich möchte meinerseits nur noch unterstreichen, dass ich auch die Haltung des Bundesrates in den kritischen Tagen, die hinter uns liegen, voll und ganz verstehe und billige. Es ist zwar leicht, *ex nunc* vielleicht Kritik zu üben daran, dass der Bundesrat in den ersten Novembertagen diese Aufforderung zu einer Konferenz erlassen hat und

dass er dabei auch Bulganin und Nehru in die Anforderung einbezogen hat. Aber, *ex tunc* betrachtet, wenn man sich in die Lage unserer Regierung versetzt, wird man das Vorgehen verstehen und billigen müssen. Es war nicht Angst oder Furcht, die meines Erachtens den Bundesrat zu diesem heute nachträglich da und dort kritisierten Schritt bewogen hat, sondern es war einfach der Wille, nichts zu unterlassen, was der Menschheit wenn möglich einen dritten Weltkrieg ersparen könnte.

Das Votum von Herrn Kollege Duttweiler vermöchte mich zu reizen, das Thema weiter zu behandeln, das ich am letzten Mittwoch behandelt habe. Ich möchte das nicht tun, sondern lediglich meiner Genugtuung Ausdruck darüber geben, dass unser Aussenminister „Max Petitpierre“ und nicht „Gottlieb Duttweiler“ heisst.

Es war vielleicht eine Frage des Taktes, ob jetzt in dieser Stunde in einem schweizerischen Parlament auch ein Kommunist sich zum Worte melden solle. Diese Taktfrage ist vom Sprecher der Kommunisten, vom hartgesotteten Stalinisten Vincent, in seinem Sinne beantwortet worden. Ich nehme an, dass sich das Volk das Urteil zu dieser Frage selber bilden wird. Ich möchte immerhin sagen, und ich glaube, im Namen von Ihnen allen, mit Ausnahme der drei anwesenden Herren Kommunisten, zu sprechen, dass wir es nicht sehr gut ertragen, dass gerade jetzt und in dieser Stunde von seiten unserer Kommunisten zur schweizerischen Aussenpolitik gesprochen wird. Ich gebe zu, dass Herr Vincent hier ausserordentlich mässig, sehr vorsichtig gesprochen hat. Ich begreife das aus verschiedenen Gründen; aber es wäre vielleicht doch für die Zukunft zu wünschen, dass die Herren noch etwas zurückhaltender wären. (Zwischenrufe aus der PdA.) Wenn diese Herren schon sprechen, dann wäre es vielleicht am Platze, dass sie einiges sagten, das sie nicht gesagt haben. Ich würde es beispielsweise als ganz nett empfinden, wenn die Herren einmal von dieser Tribüne aus sich dafür bedanken würden, dass sie in der Schweiz so gut, so glücklich, so sorglos und unter polizeilichem Schutz, wenn das nötig ist, leben können (Heiterkeit), dass es ihnen in der Schweiz nicht passiert, dass sie sich vor Deportationen fürchten müssen, dass sie auch nicht die Chance haben, hingerichtet zu werden, um nachher posthum doch wieder geehrt zu werden (Heiterkeit, Beifall). Es kann ihnen nicht einmal passieren, wie das einem anderen schweizerischen Kommunisten passiert ist (unserem ehemaligen Nationalrat Fritz Platten), dass er in das „gelobte Land“ ausgewandert ist, wo er dann im Gefangenenlager „an gebrochenem Herzen“ gestorben ist. Ich glaube, wir dürfen ja nicht erwarten, dass die Herren Kommunisten das zugeben. Sie haben ja auch andere Sorgen, ich begreife das. Das „Fernsehen“ ist noch zu wenig entwickelt; die Herren wissen noch nicht, was morgen gelten wird, sie wissen noch nicht, ob es Chruschtschew oder Suslow oder Malenkow sein wird, dem sie dann zu gehorchen haben. Sie wissen noch nicht, ob morgen stalinisiert, übermorgen entstalinisiert und schliesslich restalinisiert wird. Das sind Sorgen, die wir diesen Herren selber überlassen müssen. Ich glaube, das Schweizervolk ist nicht unglücklich darüber, und es wird am besten sein, wenn

wir für die Zukunft die Herren in ihrem eigenen, sorgenvollen Fett schmoren lassen (Beifall).

M. Petitpierre, conseiller fédéral: La discussion a été longue; beaucoup d'opinions ont été exprimées; certaines suggestions ont été faites. Je crois qu'il n'est pas nécessaire, ni opportun de reprendre tous les éléments de cette discussion. Je voudrais me borner à trois brèves observations et, tout d'abord, répondre aux remarques faites par M. Schmid sur les raisons et les sentiments qui ont inspiré au Conseil fédéral son appel du 6 novembre. Il n'est pas du tout exact que le Conseil fédéral ait agi sous l'effet de la peur. M. Schmid se trompe d'ailleurs lorsqu'il veut établir un parallèle entre la situation telle qu'elle existait en Europe à la veille de la Conférence de Munich et la situation au matin du 6 novembre. Le Conseil fédéral, lorsqu'il a lancé son appel, avait le sentiment profond que l'on était peut-être au bord de l'irréparable. Les Nations Unies étaient dans une impasse puisque les résolutions votées par son Assemblée générale étaient demeurées sans effet, tant en ce qui concerne la Hongrie que le Proche-Orient. Le Conseil fédéral a eu la conviction que rien ne devait être négligé en vue de faciliter une issue pacifique des événements de Hongrie et du Proche-Orient. Le cessez-le-feu intervenu quelques heures plus tard et qui était en contradiction avec l'attitude prise antérieurement par les puissances engagées dans le conflit du Proche-Orient était imprévisible. Ce n'est pas seulement en raison des événements du Proche-Orient que nous avons lancé notre appel. Au cours de l'entretien que j'ai eu le matin du 6 novembre avec l'ambassadeur de l'Union soviétique pour commenter la démarche faite auprès du chef de son gouvernement, j'ai fait mention des événements de Hongrie avant ceux du Proche-Orient pour justifier l'initiative que le Conseil fédéral avait prise. Je pense que, si l'on voit les choses objectivement, les événements qui se sont déroulés jusqu'à présent ont plutôt donné raison au Conseil fédéral. Si une conférence au niveau le plus élevé avait pu avoir lieu quelques jours après l'appel lancé par le Conseil fédéral, il est vraisemblable que l'évolution des événements en Hongrie aurait été toute différente de ce qu'elle a été jusqu'à aujourd'hui.

Le Conseil fédéral, donc, malgré les critiques de M. Schmid, ne regrette pas d'avoir lancé son appel. Il est convaincu encore aujourd'hui qu'il devait prendre cette initiative.

De l'intervention de M. Duttweiler, je retiendrai une seule des questions qu'il a soulevées, celle de l'aide aux Suisses victimes de la guerre. Je ne veux pas reprendre ce problème qui revient chaque fois que M. Duttweiler monte à la tribune. Nous aurons l'occasion d'en parler plus longuement, probablement au cours de votre session de mars, lorsque les Chambres auront à discuter des propositions définitives du Conseil fédéral sur l'aide aux Suisses, victimes de la guerre. Je voudrais me borner à relever maintenant que l'agitation à laquelle M. Duttweiler s'est livré d'abord en Suisse pendant plusieurs mois, puis se livre maintenant à l'étranger, ne sert strictement à rien et n'est pas dans l'intérêt des Suisses victimes de la guerre. Ces derniers sont représentés par des associations avec lesquelles nous sommes en discussion et cherchons à trouver une solution.

Enfin, à l'adresse des orateurs qui ont formé des vœux en vue d'une collaboration plus active de la Suisse avec d'autres pays sur le plan européen, je pense qu'il y a là une question qui ne peut pas être résolue une fois pour toutes. Comme il l'a fait jusqu'à présent, le Conseil fédéral continuera à s'intéresser aux problèmes européens. Ainsi que je l'ai déjà dit tout à l'heure, il doit s'efforcer de rechercher de quelle manière concrète la Suisse, dans les limites de sa politique de neutralité, peut participer à ce qui s'accomplit en vue d'une solution de ces problèmes dans l'intérêt commun de l'Europe. (Applaudissements.)

7190. Alters- und Hinterlassenenversicherung.

4. Revision des Bundesgesetzes

Assurance-vieillesse et survivants.

4^e revision de la loi

Siehe Seite 575 hiervor - Voir page 575 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 6. Dezember 1956
 Décision du Conseil des Etats du 6 décembre 1956

Differenzen - Divergences

Antrag der Kommission

Art. 3, Abs. 2, Lit. a

Festhalten.

Art. 5, Abs. 5, und Art. 30, Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates.

Proposition de la commission

Art. 3, al. 2, lettre a

Maintenir.

Art. 5, al. 5, et art. 30, al. 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

Bratschi, Berichterstatter: Durch die Beratung der Vorlage im Ständerat sind einige Differenzen entstanden. Die Fragen, die zu Differenzen Anlass gegeben haben, sind unserem Rate nicht unbekannt. Der Nationalrat hat sich im Gegenteil schon bei der ersten Beratung mit allen drei Punkten, bei denen Unterschiede in der Auffassung bestehen, befasst. Wenn Sie einverstanden sind, werde ich im Namen der Kommission über alle drei Punkte referieren, damit sich der Rat nachher über die einzelnen Artikel entscheiden kann.

Die erste Differenz betrifft Artikel 3, Absatz 2, Litera a, des Gesetzes. Es geht um die Frage des Beginnes der Beitragspflicht. Nach der Ordnung im heutigen Gesetz beginnt die Beitragspflicht mit dem 15. Altersjahr. Der Nationalrat hat beschlossen, den Beginn der Beitragspflicht auf das 17. Altersjahr zu verlegen. Diese Frage ist hier zunächst durch einen Antrag von Herrn Studer-Escholzmatt aufgeworfen worden. Der Antrag ist aber gestützt auf eine Erklärung von Herrn Bundesrat Etter, wonach der Bundesrat diese Frage prüfen werde, zurückgezogen worden. Der Antrag ist von Herrn Kollega Gitermann wieder aufgenommen worden, worauf ihm der

Nationalrat mit 53:46 Stimmen, wenn ich mich richtig erinnere, zugestimmt hat. Der Ständerat hat sich gegen den Beschluss unseres Rates entschieden und hat beschlossen, die neue Fassung des Artikels 3, Absatz 2, Litera a, zu streichen. Damit würde es beim heutigen gesetzlichen Zustand bleiben. Auch im Ständerat ist der Beschluss nicht mit grosser Mehrheit gefasst worden. Es war eine Mehrheit von 18:16 Stimmen. Also auch im anderen Rat hat man anerkannt, dass sich für beide Lösungen gute Gründe ins Feld führen lassen.

Der nationalrätliche Beschluss geht davon aus, dass man nicht eine Art „Kinderbeiträge“ erheben sollte, d. h. Beiträge von jungen Leuten von 15 bis 16 Jahren. Es ist dies nicht als sympathisch empfunden worden. Die bestehende Lösung und der Beschluss des Ständerates dagegen gehen davon aus, dass diese Beiträge in der Regel sehr bescheiden seien und dass in Einzelfällen solche Beiträge doch von Bedeutung sein können. Es handelt sich um Fälle, in denen sehr frühzeitig eine Verhehlung stattgefunden hat und unglücklicherweise der junge Ehemann stirbt und eine Witwe und eventuell sogar Waisen zurücklässt. In solchen Fällen spielen die beiden Jahre bei der Gestaltung der Rente für die Witwe und die Waisen eine gewisse Rolle. Es ist aber zuzugeben, dass es sich nur um eine sehr kleine Zahl von Einzelfällen handeln kann.

Unsere Kommission hat die Angelegenheit erneut geprüft und nach längerer Diskussion mit 10:4 Stimmen beschlossen, am Beschlusse des Nationalrates festzuhalten. Es ist möglich, dass der Ständerat in dieser Sache der nationalrätlichen Fassung zustimmen wird, weil, wie ich erwähnt habe, der Beschluss des Ständerates auch nur mit 18:16 Stimmen zustande gekommen ist.

Die zweite Differenz betrifft den Artikel 5. Es handelt sich hier um den Antrag, der ursprünglich von Herrn Philipp Schmid eingereicht und der nachher in der Form eines gemeinsamen Antrages Schmid/Huber dem Rate unterbreitet worden ist. Die Fassung, die damals unterbreitet wurde, hat den Rat nicht voll befriedigt. Der Rat hat den Antrag daher abgelehnt, aber nicht in der Meinung, dass dem Antrage nichts Gutes zugrunde liege; man war vielmehr der Ansicht, dass die Angelegenheit im Ständerat neu geprüft werden könnte und dass vielleicht im Ständerat, gestützt auf neue Anträge, die ihm vom Bundesrat unterbreitet würden, eine neue Fassung angenommen werden könnte. Das Ergebnis dieser Prüfung ist nun der Beschluss, der im Ständerat zu Artikel 5, Absatz 5, gefasst worden ist. Ihre Kommission hat auch diese Angelegenheit erneut geprüft. Sie ist nach Aussprache zum Schluss gekommen, dass wir dem Beschluss des Ständerates zustimmen könnten. Es wird damit nicht ganz das erreicht, was der ursprüngliche Antrag Schmid/Huber wollte; es wird dem Bundesrat aber doch die Möglichkeit gegeben, auf dem Wege der Vollziehungsverordnung den Gedanken, die im ursprünglichen Antrag Schmid/Huber enthalten waren, Rechnung zu tragen.

Auch in dieser Sache kann man in guten Treuen verschiedener Meinung sein. Die Kommission hat schliesslich ohne Gegenantrag beschlossen, bei Artikel 5, Absatz 5, dem Ständerat zuzustimmen und hier keine weitere Differenz zu schaffen.